

78 mars L

Informations

N° 184 F

rassemblées à

total

LYON
et la région

RHONE

ALPES

JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

VOTEZ



**QUI VOUS VOULEZ
MAIS VOTEZ !**

*partidos en
partidos en
los jornadas
libertarias de
Lyon, con*

Remarque importante
On rappelle que, signés ou non, les articles ne sont pas l'expression du groupe qui réalise IRL mais des individus qui les ont rédigés.



CONFERENCE INTERNATIONALE
D'ETUDES SUR LES NOUVEAUX
MAITRES, VENEZIA 25-27 MARS
"ARCHITETTURA AULA MAGNA.
Segreteria: Centre studi Li-
bertari; viale Monza 255
20126 MILANO- Italie
Tel. (I3-39-2) 2574073

BARABAJAGAL journal écologique et libertaire vient de sortir son numéro 16 numéro spécial. Attention ce numéro est envoyé gratuitement aux lecteurs (trices) de IRL. Vous pouvez soutenir et aider la presse libre en vous abonnant : 20Fr. BARABAJAGAL 03 250 Le Mayet De Montagne

Brest sous la pluie et le brouillard...

Bonjour,

J'ai bien reçu IRL de décembre. Je ne sais qui vous a donné mon adresse mais cela ne fait rien. A moins que ce soit moi qui me sois abonné un soir où j'étais saoul ! En tout cas, c'est bien quand même puisque je ne l'ai pas encore foutu au feu avant de le lire !

Si je vous envoie cette lettre, c'est d'abord pour souhaiter tous mes vœux au canard, bien sûr, et aussi pour vous parler de moi... (MOI !). Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais je chante. Je chante partout où je peux chanter mais malheureusement pas assez à mon goût. Il est très difficile d'avoir des idées libertaires en Bretagne et surtout de les dire au grand jour. Ici, on préfère la régionalisation même s'il faut pour cela suivre des idées quelque peu fascinantes, bref c'est pas l' pied quoi ! La raison de ces propos est la suivante : j'aimerais bien, si cela vous était possible que vous m'envoyiez quelques adresses d'organisations, (FGT, Centres sociaux, MJC etc) susceptibles d'organiser des concerts ou des soirées cabarets. Le gros problème étant je le sais, des frais de déplacement, je serais assez O.K. pour ne demander qu'un prix « raisonnable » par spectacle. Si vous pouviez me communiquer ça, ça serait sympa de votre part et qui sait, une fois sur place, on pourrait peut être faire un concert pour IRL ?

Enfin tout ça est peut être du rêve ! En tout cas merci pour le journal et bon courage pour 78 !

Amitiés libertaires

Gérard Ducos

24 rue Père Ricard 29200 Brest

NOUS AVONS REÇU PLUSIEURS TEXTES QUE FAUTE DE PLACE NOUS NE POUVONS PASSER DANS CE NUMERO MAIS QUE VOUS POURREZ LIRE DANS LE PROCHAIN:

Deux lettres de lecteurs, une qui nous envoie des fleurs (et qui en plus vient de la Creuse..) une autre qui nous critique durement.

- un texte sur l'insoumission.

- un texte sur les élections (Il sera peut-être dépassé par les événements !)

- Un texte détourné par des secrétaires sur la dure condition de femme et de secrétaire.

Et moi qui suis à la machine j'en oublie peut-être mais vous les trouverez quand même dans le numéro à venir.

NOTE IMPORTANTE

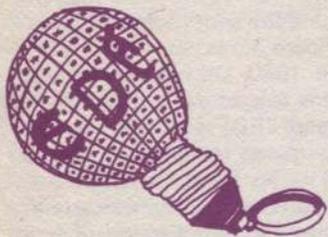
IL PEUT PARAITRE ETONNANT QU'EN PLEINE PERIODE ELECTORALE IRL NE PARLE PAS DES ELECTIONS! ON EN PARLERA L'ANNEE PROCHAINE!

BIEN SUR ON EST ABSTENTIONNISTE MAIS IL Y AURAIT BEAUCOUP DE CHOSES A DIRE

NON PAS SUR LES ELECTIONS MAIS SUR LES AUTRES MOYENS, LES VRAIS, DE LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LE SYSTEME ACTUEL. MAIS C'EST PAS A NOUS TOUT SEUL QU'ON POURRA MENER A BIEN CETTE DISCUSSION. C'EST POUR CELA QUE LE COLLECTIF LIBERTAIRE PARTICIPE A UNE REUNION DEBAT SUR LES LIBERTES ET LES ELECTIONS LE 4 MARS AU PALAIS DU TRAVAIL A VILLEURBANNE.

le 22 mars, les Camarades Bruno Mondo et Lorenzo Santi passeront en procès pour Insoumission à Rome, devant le Tribunal Militaire Territorial. Tous ceux et celles qui veulent exprimer leur Solidarité et soutien passent écrire à Bruno Mondo et Lorenzo Santi:
CARCERE MILITARE "FORTE BOCCA" 00100 ROMA 13

mouvement ANTI-NUCLEAIRE & AUTONOMIE



« quoiqu'il en soit, le nucléaire n'est qu'un des aspects le plus apparent de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en mains de tous les aspects de notre vie quotidienne ».

Communiqué de C.A.R.L.O.S. 2/3/77

« cinq mois après Malville et deux mois avant les élections le mouvement anti-nucléaire (écologique, etc...) se trouve à un tournant décisif. Alors que les leçons de Malville n'ont pas été totalement tirées, certains veulent l'entraîner sur le terrain électoral ».

Pourquoi la lutte contre le nucléaire ?

Pourquoi la lutte contre le nucléaire ?

Tous les pays capitalistes développés de l'ouest comme de l'est ont dû adopter le nucléaire ce qui à priori n'est pas un choix idéologique mais une nécessité économique imposée par le niveau de développement technologique des forces productives. Si la plupart de ces pays ont arrêté le programme des surgénérateurs ce n'est pas pour des raisons morales mais celles purement techniques de sécurité. La France prend un grand risque en étant la seule à le garder, mais ce risque ne concerne que la population et là comme ailleurs le capital ne se soucie peu ou prou des conséquences sur l'écosystème.

Le gouvernement a fait le choix « irréversible » du tout nucléaire en 74, sous prétexte de la « crise du pétrole », mais ce choix découle logiquement de la rentabilisation de l'appareil productif du nucléaire militaire. Pour la petite histoire le programme nucléaire date de 1945 lors de la création de la CEA par un gouvernement composé de communistes, socialistes et gaullistes ! En 1952, le premier plan quinquennal décide la création du centre nucléaire de Marcoule pour la production de plutonium en vue de la fabrication de bombes A. En 56 le gouvernement français participe à la création de l'EURATOM.

Ce sont donc des gouvernements « socialistes » qui ont mis en place le programme nucléaire. Alors comment leur faire confiance aujourd'hui ? Ce programme fut mis en place sous l'égide de l'EDF, soi-disant service public alors qu'elle travaille directement pour le programme nucléaire, ce qui entraîne déjà une militarisation de certains secteurs de l'EDF (voir les ordonnances du 7 janvier 59). Le programme des surgénérateurs entraîne un accroissement de la production du plutonium, le transurannique le plus dangereux (0,7 microgrammes sont mortels). Le développement du programme nucléaire entraîne de façon inéluctable des changements politico-

sociaux importants: renforcement du entrainisme, du pouvoir, de la techno-bureaucratie, du pouvoir policier et la militarisation croissante de la société.

Pourquoi produire plus d'électricité ?

Le développement technologique du capital entraîne le remplacement de la force de travail humaine par: le machinisme; l'automatisme; l'informatique et la cybernétique dont l'énergie principale est l'électricité. Cette technologie n'a pas pour but, dans le cadre du capitalisme de libérer l'homme des travaux pénibles mais d'éliminer de plus en plus la force de travail humaine dont le coût de production est de plus en plus élevé. La recherche de profits nouveaux entraîne la production de marchandises nouvelles rapidement renouvelables: gadgets, etc... La concurrence nécessite des investissements énormes dans la publicité, la présentation (emballages perdus etc...)

Les énergies et leurs technologies sont ainsi déterminées par le niveau de développement des forces productives: l'électricité est née avec le capitalisme au XX^{ème} siècle: énergie thermique (bois, charbon), hydraulique, le pétrole et enfin le nucléaire.

Opposer des énergies nouvelles comme alternative au nucléaire c'est faire abstraction des forces dominantes qui « créent » des technologies nécessaires à leur domination. De nouvelles technologies énergétiques déterminent un nouveau modèle de société qui remet totalement en cause la société et même la civilisation. Le développement du nucléaire entraîne une coopération mondiale entre tous les pays développés sur le dos des pays du « tiers-monde » fournisseurs d'uranium à bas prix comme pour le pétrole à l'origine, ainsi la France s'approvisionne principalement au Gabon (prix de revient de l'oxyde d'U. à vingt dollars le Kg au lieu de cent en France) Elle fait traiter son uranium aussi bien aux USA qu'en URSS, participe à l'eurODIF (France, Belgique, Italie, Espagne, et Iran), le programme nucléaire « français » dépend aussi de l'Allemagne, le Japon, le Canada, la Suède, etc... L'internationale nucléaire, civile et militaire n'est que l'aspect le plus spectaculaire de la domination mondiale de la techno-bureaucratie.

Pourquoi Lutter ?

Tout le processus du nucléaire représente des dangers, la plupart irréversibles, le plus important étant la radio-activité surtout à long terme:

- des mines d'uranium: destruction de l'environnement; dégagement de gaz radio-actifs, de radon (cancers du poumon pour les mineurs) traitements chimiques du minerai donc rejet de gaz nitreux et sulfureux; pollution des sols et de l'eau...
- raffinage du minerai, traitement chimique avec acide fluorhydrique, pollution, perte par transport etc...
- enrichissement du minerai par acide, risque de fuite d'hexafluorée d'uranium, comme à Pierrelatte, etc..
- les centrales sont le danger potentiel le plus important, surtout en ce qui concerne les surgénérateurs: risque d'excursion nucléaire, emballement et explo-



écologie et mouvement de 78

sion, risque d'explosion par le mélange de sodium et eau; pollution thermique de l'eau et destruction de l'aqua-système (eco-système aquatique), rejet d'eau tritiée (radio-active) etc...

- le transport et le traitement des déchets représentent de nouveaux dangers: la capacité de retraitement des combustibles irradiés étant insuffisante, le stockage s'amplifie dans les centrales où les deux seuls centres de retraitement de La Hague et Marcoule, avec rejet de gaz toxique et radio actif, etc...

- le stockage des déchets entraîne le rejet d'effluents radio actif, la pollution de la mer, des nappes phréatiques, etc...

Et pour couronner le tout: la prolifération de l'arme nucléaire et des explosions avec tous les risques de contamination.

A court terme le nucléaire représente un danger important pour tous les travailleurs: du CEA, de l'industrie

nucléaire et de l'EDF; à moyen terme pour tous ceux qui « vivent » près des centrales, des mines et des usines et pour nous tous à long terme par la destruction des éco système. C'est pourquoi nous devons tous nous considérer en état de légitime défense contre cette nouvelle terreur d'Etat.

Comment lutter ?

A priori il n'y a pas de formule magique, c'est l'expérience collective qui nous montre les meilleurs moyens de lutte. Si les dangers du nucléaire sont parfois irréversibles notre lutte doit être efficace à très court terme pour stopper le programme avant 1980. On nous reprochera de ne pas utiliser les moyens légaux de la démocratie, mais comment y croire quand l'EDF elle-même ne respecte pas sa propre légalité; quand les élections sont là pour entretenir la passivité et les illusions des masses. Jusqu'ici le Pouvoir a très peu reculé, il retarde certains projets ou réalisations en cours devant l'action directe des masses et des populations concernées, comme au Pellerin, les manifestations internationales comme à Malville et les multiples actes de sabotage. Si les travailleurs sont à priori les plus concernés à court terme, les syndicats ne sont pas très actifs dans la lutte, excepté pour quelques sections de la CFDT (Saclay, Marcoule et la Hague), cela tient à la nature même des syndicats: ne rien remettre radicalement en cause mais aménager la place du prolétariat au sein du capital. L'opposition politique traditionnelle, de la gauche au gauchisme ne s'intéressent que de façon opportuniste à la lutte anti-nucléaire dans un but souvent électoral.

La lutte anti-nucléaire est menée principalement par une large fraction de la jeunesse qui refuse cette politique traditionnelle et aspire à un autre mode de vie pour une autre société. Notre action doit s'amplifier en se tournant de plus en plus vers les travailleurs, chose difficile quand on refuse la démagogie, et nous devons nous lier plus directement avec les populations concernées.

La lutte anti-nucléaire doit renforcer son caractère anti-autoritaire et anti-capitaliste, développer la démocratie directe à la base pour s'orienter vers l'action directe et la désobéissance civile pour devenir une nouvelle force au sein du nouveau mouvement révolutionnaire autonome.

ÉCOLOGIE & RÉVOLUTION

« Si le mouvement écologique n'embrasse pas le problème de la domination sous tous ses aspects, il ne contribuera en rien à l'élimination des causes profondes de la crise écologique de notre époque. S'il en reste à une lutte réformiste contre la pollution ou pour la conservation de la nature sans prendre en compte la nécessité d'une révolution au sens le plus large, il servira seulement de soupape de sécurité au système actuel d'exploitation de la nature et des hommes. »

Manifeste du groupe « Ecologie Action East » Murray Boochin « Pour une société écologique ».

Ce texte date de 1969, et la plupart de M.B. sur l'écologie des années 65 à 74.

La lutte anti-nucléaire ne peut être conçue comme une lutte en soi, elle n'est qu'un des aspects le plus important de la lutte globale, écologique.

Actuellement on ne peut parler d'Écologie sans se référer au projet électoral d'Écologie 78. Il est certain que le mouvement écologique est divisé sur ce projet. La première critique vient de ceux qui refusent l'électoralisme (refus de la délégation de pouvoir) bien que le problè-

me réel, en ce qui concerne E.78 ne soit pas encore là. Mais surtout dans l'illusion idéaliste: « les idées en elles-mêmes peuvent changer quelque chose » ! Pour preuve cette citation: « Cependant l'expérience montre que l'écologie a avancé chaque fois qu'elle a pu parler et elle n'a vraiment pu parler et tout dire qu'à l'occasion d'élections » - « Vert » N8 organe du mouvement Environnement et Humanisme de Toulouse décembre 77 - Autant remercier la bourgeoisie d'offrir des élections, en dehors d'elles « point de salut ».

L'écologie en elle-même en dehors de toute stratégie révolutionnaire, devient l'objet de nombreuses convoitises électorales. Le plus malin est le PSU qui signe un accord au sommet avec le PCF et qui se permet de « la base » de racoler les écologistes pour apporter des voix au second tour à la gauche. Le racket électoral va bien.

La majorité des écologistes de E.78 ne croient peut-être pas à l'électoralisme mais pensent pouvoir utiliser le terrain, cette tactique déjà employée par les gauchistes a révélé sa vanité.



Certains diront que le programme n'est pas le même, soit il et l'écologie n'a pas besoin d'un programme de circonstances mais d'une stratégie révolutionnaire s'appuyant sur des pratiques concrètes. Le problème actuel n'est donc pas de savoir ce que fera E.78 aux élections mais que fera le mouvement écologique après les élections.

Venons en au programme minimum d'E.78: A priori ce programme ne définit aucun moyen, alors peut être les accepte-t-il tous ?

- le premier point : critique de la société productiviste... ne définit pas explicitement la société capitaliste moderne (du capitalisme privé ou d'Etat) ou que les « modes actuels de production, de travail, de consommation, et croissance » sont intimement liés et déterminés par le mode de production capitaliste: le salariat et l'économie marchande, que le capital tend à la domination totalitaire de toute la société, par les médias et la marchandises, que sa véritable nature est spectaculaire - marchande- (revoir les thèses de l'I.S.)

- le 2^{ème} point pour l'abandon du nucléaire ne définit toujours pas les moyens. la priorité aux énergies dites nouvelles ne définit pas la relation entre technologie et mode de production.

- le point trois : critique de la destruction des équilibres naturels et humains doit être directement liée à l'action du capitalisme et qu'il ne peut y avoir de séparation entre la nature et l'homme: « dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est liée à la nature, c'est dire tout simplement que la nature est liée à elle-même, car l'homme est une partie de la nature » Karl Marx Manuscrit de 44 « le travail aliéné ».

La « gestion écologique de la flore et de la faune, des agro-systèmes et des éco-systèmes avec contrôle des ressources rares et épuisables. » ne redéfinit toujours pas les moyens et la nature de cette « gestion », qui gère quoi et comment ? « La priorité aux transports en commun » part d'une bonne intention, mais il faudrait redéfinir la qualité de ces transports et exiger leur gratuité, sans se faire d'illusion sur leur rôle réel: transporter plus rapidement la force de travail.

- point 4 la remise en cause de la centralisation étatique, bureaucratique, financière et industrielle, n'explique pas que le capitalisme moderne tend à la centralisation, produit la concurrence accrue, entraînant la centralisation

tout ce qu'il détermine: la finance, l'appareil bureaucratique et étatique.

- point 5, la restitution au profit des communautés régionales et locales des pouvoirs accaparés par l'Etat-nation. On n'analyse pas la nature de ces « communautés » ni des soi-disants « pouvoirs » accaparés par l'Etat, ce point relève de l'opportunisme électoral envers les régionalistes ou autonomistes.

- point 6 la remise en cause des rapports entre les nantis et les déshérités, aussi bien à l'échelle du pays qu'à celle de la planète. Un petit point d'humanisme chrétien, qui permet d'éviter les problèmes de fond de la lutte des classes dans la société moderne, la nature de l'impérialisme moderne avec ses nouvelles classes dirigeants à son service dans les pays du tiers-monde etc...

- point 7 la recherche d'un équilibre: démographie/ressources. Le problème fondamental n'est pas d'adapter la démographie aux ressources mais de définir en fonction de chaque pays quelles sont les ressources les plus valables et en fonction de ces possibilités et de leur évolution trouver la démographie adéquate.

En plus du programme d'E 78 nous avons celui de la « Convergence pour l'autogestion, l'occitanie et l'écologie » dominée par le PSU (rappelons que celui ci a signé des accords au sommet avec le PCF et appelle au désistement au second tour pour la gauche). Entre le « front uni » de 78 et le Front autogestionnaire du PSU, il n'y a à priori qu'une divergence tactique, électorale. Ces projets électoraux ne peuvent qu'escamoter les luttes réelles: les actions de masse sur le terrain; les actes de sabotage et la solidarité aux camarades arrêtés... ce déploiement d'idéologie écologiste entraîne l'immobilisme jusqu'au 19 mars au moins ! C'est pourquoi nous refusons la stratégie électorale qui divise le mouvement et ne lui offre aucun perspective concrète à long terme.

Le mouvement anti-nucléaire, écologiste, doit devenir une des composantes essentielles du nouveau mouvement autonome révolutionnaire. Il doit contribuer à l'élaboration de sa stratégie, à l'approfondissement de la critique radicale et globale de la société moderne.

Dans l'immédiat nous proposons des actions sur le terrain avec la perspective de rassemblements pour le 19 mars. Ces rassemblements devraient être organisés par des coordinations régionales dès maintenant...

(à suivre)

Au niveau local pour élargir l'initiative avec d'autres groupes nous devons créer des collectifs autonomes (lutte de quartier, lutte anti-militariste, féministe etc..)

Un copain de Toulouse nous envoie cet article. Pour tout contact écrivez MARTIN H. BP4098.- 31030 Toulouse Cedex.

FRONT LIBERTAIRE

est inculpé d'apologie
de meurtre de crime
et d'incendie, à la suite
d'un article des NAPAP.

Le Pouvoir veut détruire
ce qui le gêne...

PAR TOUS LES MOYENS!

SOUTENONS FRONT LIBERTAIRE

Ca se passe, par exemple, dans un hôpital psychiatrique de Lyon, mais ça pourrait être ailleurs. C'est un de ces services qu'on dit de « chroniques » : 50 malades qui, même à des yeux non teintés d'anti-psychiatrie, ne le sont pas plus que vous et moi, mais qui, depuis 10 ou 15 ans, se sont habitués, s'y sont fait leur trou. Des gens qui, comme tout un chacun, ont leurs habitudes dont ils n'aiment pas être dérangés. Seulement, les habitudes ne s'appellent pas ici métrou boulot dodo, mais médicaments, ergothérapie, petites sorties etc... Des habitudes qui ne sont pas plus mauvaises que d'autres. de toute façon, ils n'avaient pas le choix. La psychiatrie n'est plus ce qu'elle était, et elle n'était pas quelque chose de très doux. Toujours plaignait la menace, à toute tentative d'exprimer quelque chose d'un peu personnel, d'être envoyé dans un service fermé, de l'électro choc, voire de la lobotomie. On s'habitue à un régime de terreur. Lorsqu'on ne perçoit aucune possibilité de révolte qui ne soit vouée à l'échec et lorsqu'on veut survivre, il n'est pas d'autre issue que la résignation. Plus ou moins, c'est ce que nous faisons tous ou avons tous fait à certains moments. On risque d'aboutir à se créer une petite vie, en marge de la vie réelle; on s'aménage des lieux, des temps, des réseaux de relations. Et, somme toute, on n'est pas plus malheureux que les autres, dans l'espoir de plus en plus utopique qu'un jour le médecin tout puissant daignera abaisser son regard sur soi, constatera alors qu'on est guerri puisque devenu insignifiant, semblable à lui. Mais le médecin est très occupé et il ne vous voit jamais.

Pendant ce temps, les années passent, ailleurs, dans un monde qui devient de plus en plus lointain. Amis, familles, milieu social, tout cela s'estompe lentement, jusqu'à disparaître. Et sa vie, ça devient l'asile, ces murs qui le séparent d'un ailleurs à tout jamais étranger. Mais la psychiatrie aussi change. Lacan, La Borde, Foucault, l'anti-psychiatrie, sont passés par là. On s'est mis à s'intéresser à la folie, à aimer les beaux délires; on découvre créatif ce que naguère on s'efforçait d'étouffer purement et simplement. Le bon fou, aujourd'hui, n'est plus celui qui se tait et se soumet. C'est celui qui délire à plein tube (à condition toutefois que ce délire en soit un vrai, ce qui permet au soignant de lui dénier toute signification dans la réalité); il peut même se montrer un temps agressif (de préférence contre les absents ou les adversaires institutionnels) avec une pointe d'anti conformisme qui chatouille agréablement les hémisphères cérébraux des psychiatres. Celui qui n'a pas été anarchiste à vingt ans

PETITE CRONIQUE DES 'CRONIQUE'S'

est un imbécile dit on. Les psychiatres sont bien conscients de ne pas être des imbéciles et se targuent volontiers d'une pointe d'anti-conformisme mondain. En outre, ce n'est pas négligeable, un « beau » délire peut toujours fournir la matière à un article qui vous posera comme un psychiatre de pointe. Le tout est de le savoir et certains nouveaux hospitalisés le comprennent assez vite. Le tout est de pouvoir se contrôler suffisamment pour, au bout de quelques temps, donner l'impression d'une amélioration qui permettra au soignant de se considérer comme un bon thérapeute. Ce processus n'est d'ailleurs pas négatif s'il permet à des gens d'exprimer ce qui pesait en eux depuis des années. Restent les autres. Ceux qui sont là depuis tant d'années, n'ont pas fourni tous ces efforts pour se taire, pour passer inaperçu, pour pouvoir soudain, parce que la mode a changé, modifier leur langage. Ils ne comprennent plus les valeurs qu'on leur avait inculquées à coups de médicaments, de bonnes paroles, de fermeté..., ils s'aperçoivent maintenant à des petits riens, des marques d'agacements de la part des soignants, par exemple, qu'elles n'ont plus cours. Personne ne les avait prévenu que la règle du jeu qu'ils avaient eu tant de peine à interioriser était modifiée. Ils sont perdus, s'entêtent, et se font d'autant plus rejetés.

Mais ils sont toujours là, et plus ils essaient de passer inaperçus, plus leur présence se fait pesante. Au fond, c'est bien leur faute si on ne fait pas de la psychiatrie de pointe, celle qui évite qu'on vous traite de psychiatre-flic, qui permet d'écrire de beaux livres et même parfois, qui sait, d'apparaître à la télé. C'est de leur faute aussi si les infirmiers du service finissent pas apparaître comme d'affreux rétrogrades et commencent à se demander ce qu'ils font et à quoi ils servent. Ah ! Si on pouvait les mettre ailleurs, n'importe où, le plus loin possible, qu'on n'en entende plus parler. Alors, la plus grande partie des réunions se passe à discuter pour savoir si on ne pourrait pas, en forçant un peu si nécessaire, pour faire admettre celui-ci en atelier protégé, celui-là en hospice, cet autre dans un nouvel hôpital qui va bientôt se construire. Qu'importe si, après les avoir complètement coupés de la vie qu'ils menaient quand même, avant d'être à l'hôpital, de leurs amis, de leur famille, on les coupe une seconde fois de la petite vie qu'ils s'y étaient organisés, du peu qu'ils avaient réussi à protéger de la toute puissance médicale. Qu'importe si on sait bien que certains d'entre eux risquent fort, littéralement, d'en mourir. Les progrès de la science méritent bien quelques sacrifices.



fédérop

Lyon le 20 décembre 1977

Nous soussignés, membres du collectif de la librairie et des éditions fédérop, permanente de la librairie, permanents des éditions, directeur et directrice de collections et président de la librairie, démissionnons des bureaux dirigeants de la librairie et des éditions, pensant ainsi assumer nos responsabilités face à nos engagements de départ.

CE QUI A MOTIVÉ NOTRE PARTICIPATION A FEDEROP

- son fonctionnement en collectif permettant d'établir dans le travail, des rapports différents de ceux d'une entreprise de type capitaliste - refus de la spécialisation, décisions collectives à tous les niveaux.
- son enracinement dans la vie sociale et politique régionale - la librairie par ses animations, les thèmes de ses vitrines, le choix de ses livres et les éditions par ses choix éditoriaux en témoignent.
- la diversité des courants exprimés, nés dans la foulée de 1968 le collectif de Fédérop représentait la plupart des courants de la gauche par les différentes appartenances de ses membres sans pour cela être le porte parole privilégié d'aucun.
- la capacité de donner la parole aux minorités culturelles - la librairie puis les éditions ont été les premières dans la région à donner la parole aux fédéralistes, occitans, représentant du tiers monde, catalans, et femmes...
- la capacité de donner aux exclus de la société le pouvoir d'exprimer et de diffuser leurs idées - travailleurs, non-organisés, poètes, travailleurs sociaux en rupture avec les normes sociales...
- la décentralisation des publications et de la diffusion par rapport au pouvoir parisien - refusant de s'en remettre au monopole de la diffusion du livre en France (Gallimard et Hachette) nous prenions en mains notre propre diffusion.
- refusant les rapports commerciaux traditionnels de l'éditeur et du libraire nous avons été à l'initiative avec d'autres éditeurs et libraires travaillant à partir des mêmes analyses que nous, du regroupement « pour une librairie différente »

CE QUI A MOTIVÉ NOTRE DÉPART DE FEDEROP

Par 7 voix contre 6 à la librairie et par 5 voix contre 4 aux éditions, le collectif a décidé la participation à un niveau important de responsabilité de FEDEROP dans un regroupement de libraires lyonnais, majoritairement traditionnels, dont les buts commerciaux manifestes sont en

contradiction totale avec notre engagement dans le groupement « pour une librairie différente ». Le regroupement lyonnais soutenu officiellement et financièrement par la municipalité nous entrainerait forcément dans des compromissions inacceptables.

D'autre part le collectif a accepté l'entrée groupée de membres dirigeants d'une organisation politique (il s'agit en l'occurrence de l'OCT, mais notre attitude aurait été la même pour n'importe quelle autre) dont le but évident est de prendre la direction politique de la librairie. Or jusqu'ici la plus stricte attention avait été portée à l'équilibrage des représentations politiques au sein du collectif.

EN CONSÉQUENCE

Dans la mesure où les différentes sensibilités de la gauche ne peuvent plus s'exprimer au même titre au sein de FEDEROP, notre présence ne servirait plus qu'à cautionner sous une parodie de fonctionnement collectif, la politique d'une organisation .

Au moment où se met en place le regroupement des librairies différentes (qui favorisent les expressions plus collectives et démocratiques comme alternative à la crise du livre) FEDEROP choisit de s'associer avec ceux dont on sait qu'ils ne changeront jamais rien.

C'est pourquoi nous avons décidé de démissionner de FEDEROP et de faire connaître à tous ceux qui ont cru en cette expérience les motifs de notre départ.

Marie-Blanche Chamoulaud

Membre du bureau de la librairie, collaboratrice de la collection « femmes » des éditions

Alice Coquet

Membre du bureau de la librairie, permanente de la librairie, membre du bureau des éditions

Bernard Francès

Membre du bureau de la librairie, membre du bureau des éditions, permanent des éditions

Georges Valero

Président de la librairie, membre du bureau des éditions, directeur de la collection « des travailleurs eux-mêmes »

Lydie Valéro

Membre du bureau des éditions, permanente des éditions, directrice de la collection « femmes », membre du bureau de la librairie

Nous recevons de camarades de FEDEROP le communiqué suivant. Nous le publions en soutien à ces camarades. Nous voyons sans plaisir les pratiques les plus éculées du noyautage, compromettre une expérience intéressante et importante.



projet AUD ASS

Pourquoi avoir besoin d'une allocation mensuelle pour élever ses enfants ? Pourquoi avoir besoin de l'aide médicale pour se soigner ? Pourquoi placer des enfants à l'aide sociale ?

Parce que des familles ne disposent pas de revenus suffisants pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et légitimes, pendant que d'autres accumulent les richesses.

Ainsi l'aide sociale envisage l'accroissement du nombre d'assistés. Elle prévoit que près de 50% de la population relèvera de l'aide sociale.

C'est sous ce prétexte d'accroissement des usagers que le ministère met en place une vaste opération d'automatisation des services de la D.A.S.S. (direction de l'action sanitaire et sociale). 21 millions de personnes pour l'aide sociale et 750 000 enfants pour l'aide à l'enfance représentent l'ordre de grandeur des fichiers constitués, à terme, pour tous les départements.

Le fichier bénéficiaire dans sa partie aide sociale à l'enfance (allocations mensuelles et enfants recueillis) enregistre les informations suivantes:

nom, prénom, nationalité, numéro de l'INSEE de l'enfant (actuellement le numéro INSEE n'est pas utilisé), nom, prénom, adresse des parents, code motif de signalement (couple séparé, enfant déscolarisé, mauvais traitements, alcoolisme des parents, incarcération, mœurs des parents, mœurs de l'enfant, ...) code motif d'inadaptation (troubles moteurs, sensoriels, mentaux, maladies chroniques), code origine du signalement ou du dépistage, (travail social, PMI, juge, organisme de prestations familiales, santé scolaire), décision d'admission, placement, allocations familiales, débiteurs d'aliments, autorisations (opération chirurgicale, ouverture d'un carte d'identité), code religion, établissement scolaire fréquenté, diplôme, visite travailleurs sociaux...

L'existence même et le développement des services de l'aide sociale financés par l'Etat démasque les objectifs de l'Etat qui consistent à maintenir les inégalités coûte que coûte, à préserver les privilèges, à sauvegarder le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est à partir de ces objectifs qu'est introduite l'automatisation des services d'action sanitaire et sociale et non pas en vue d'assurer une meilleure gestion. Le coût de l'opération AUDASS (automatisation des directions de l'action sanitaire et sociale) est probablement plus élevé que le montant des erreurs qu'elle décèlera.

Non seulement le projet prévoit de fichier les catégories de population les plus défavorisées, mais il prévoit encore « d'assurer le suivi des assistés », c'est à dire en clair de les contrôler.

On oblige les individus défavorisés sur le plan des à livrer des informations à un travailleur social ou un en-

quêteur pour pouvoir obtenir l'aide sociale nécessaire à sa survie, informations qui servent ensuite à le contrôler, à le surveiller, à le mettre en tutelle, rôle que le projet assigne aux travailleurs sociaux.

Les « assistés » sont contraints de laisser fichier leurs enfants pour pouvoir se donner les moyens de faire vivre ceux-ci, les travailleurs sociaux sont contraints de livrer les informations pour faire recevoir la demande des usagers.

En vertu du décret numéro 64250 du 14 mars 1964, la DASS comme les autres services départementaux des administrations civiles de l'Etat, est placée sous la direction générale du préfet.

Cette situation comporte le risque que les fichiers AUDASS puissent être utilisés pour les besoins d'autres services départementaux dépendant aussi du préfet (le préfet dépend lui-même du ministère de l'intérieur).

Après avoir créé le service social sous couvert de charité envers les pauvres, puis d'aide aux individus ayant des problèmes, les classes dirigeantes s'assignent comme but la surveillance et le contrôle de la masse d'individus de plus en plus nombreux qu'elles exploitent quotidiennement avec férocité.

Pour ce faire, elles utilisent les travailleurs sociaux en les mettant eux-mêmes sous tutelle par le canal de la gestion informatique. Elles renforcent encore le rôle repressif des travailleurs sociaux et accentuent la contradiction de la relation avec les usagers. Si les familles avaient des revenus leur permettant d'assurer leur vie, elles n'auraient pas à faire appel à l'aide sociale.

Si les revenus étaient répartis également, la société ne serait pas divisée en classes défavorisées et en classes privilégiées.

La domination exercée par les classes privilégiées sur les classes défavorisées assure l'exploitation économique des privilégiés sur les défavorisés.

L'aide sociale permet aux classes dominantes de préserver largement leurs privilèges tout en se donnant bonne conscience, et de contrôler, de mettre sous tutelle les « assistés » sous couvert d'humanisme. Le contrôle des travailleurs sociaux est un élément indispensable au contrôle des « assistés ».

Le remède à cette situation d'assistance est l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme qui passe nécessairement par l'abolition de l'Etat et du capital, de leurs instruments, et la construction du socialisme libertaire où les producteurs gèrent eux-mêmes directement leurs propres affaires tout en se coordonnant avec les autres activités sociales.

1er et 2ème trimestre 1977:

Des copains du collectif libertaire ont envie de monter une librairie parallèle à la Croix-Rousse. Il en existe déjà une « Vivre », mais elle se cassera la gueule.

Cinq autres copains, de leur côté, veulent ouvrir sur le quartier de la Guillotière, une librairie alternative avec un important rayon politique.

Il y a donc deux projets: pour quoi pas !

Les premiers veulent faire une librairie plus militante ! les seconds espèrent pouvoir en vivre à deux ou trois, les autres bosant à l'extérieur par roulement. Les projets vont leur chemin.

Pas de pot pour les seconds: ils ne se retrouvent plus que trois, avec peu d'argent. Par contre ils ont un local magnifique, dans lequel beaucoup de travail a été déjà fait. Les premiers ont cherché des locaux sur la Croix-Rousse, mais les régies veillent et refusent de louer: les associations culturelles ça les emmerde un peu !

C'est donc l'impasse !

4ème trimestre 77-janvier 78

Les copains de la guillotière appellent à une réunion pour faire le point. Après de longues discussions, on a décidé de fusionner les deux projets au sein d'une structure coopérative, pouvant, à notre avis, combiner les deux thèses.

Entre temps il y a eu la fameuse fête de soutien du 5 novembre qui ne nous a pas rapporté grand chose (voir IRL N17).

Les réunions s'accroissent: on se voit toutes les semaines, on prépare les statuts avec un copain conseiller juridique.

On laisse tomber l'idée de coopérative qui plaisait à beaucoup de personnes, pour créer une association loi 1901. Pour éviter les problèmes de magouillage et de prise de pouvoir par un quelconque groupe politique (voir encadré sur Fédérop) on chiade suffisamment les statuts. Il faudrait un sacré concours de circonstances fâcheuses pour que l'association soit détournée de ses buts initiaux.

La période de discussion des statuts est longue. Chaque semaine, des copains vont voir le conseiller juridique et le mercredi à l'AG, on discute tous ensemble des points de détail, des subtilités juridiques à éclaircir. On avance pas à pas, mais tout le monde peut participer aux décisions et donner son avis. Pendant ce temps la librairie est retapée: on installe des étagères, un porte-revue...on prend contact avec les diffuseurs.

Fin janvier 78

Les statuts de l'association « La Gryffe » sont définitivement rédigés et déposés à la préfecture. Les listes de bouquins sont prêtes, il ne reste plus qu'à attendre la parution au journal officiel pour faire les démarches auprès des banques et acheter des bouquins.

Février 78

La librairie est enfin ouverte. Bien sûr elle n'est pas sur les pentes de la Croix-Rousse, haut lieu de la dissidence et de la marge lyonnaise, mais dans un quartier « cosmopolite » de Lyon: la Guillotière-place du Pont. En plus, on est pas loin de la place Bellecour (dix mn à pied,) et les bus qui passent dans le coin sont légion (voir plan).

Il suffira juste de faire un peu de battage autour de nous (des affiches sont tirées que vous pouvez mettre dans des lieux de passage) et d'acheter en priorité à la Gryffe plutôt que chez Gibert ou Flammarion. Il ne faut pas oublier que nous pouvons avoir TOUS les bouquins que vous désirez. S'ils ne sont pas en stock, il nous sera facile de les commander: à Lyon les livraisons sont assez rapides. De toute façon, dans certains domaines (politique, mouvement ouvrier, féminisme, écologie, anti-militarisme, courant anti-autoritaire...) nous aurons plus que les ouvrages de référence.

Des rayons bandes dessinées, bouquins d'art, bouquins pour enfants, certains disques suivront plus tard, mais il nous est toujours possible d'en commander quand vous le désirez.

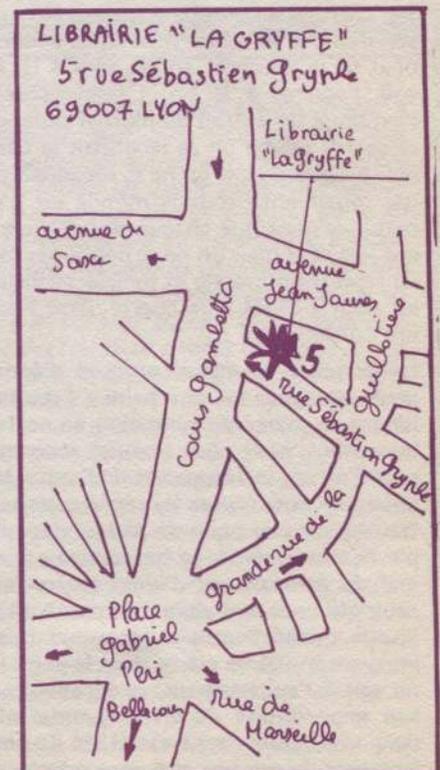
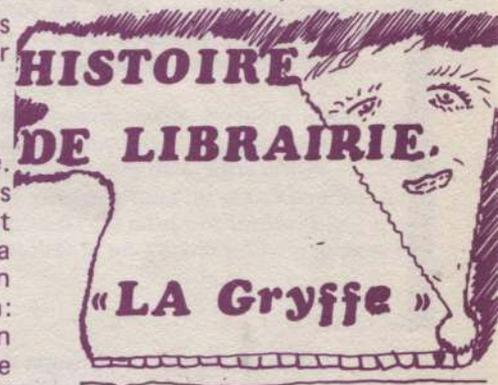
En plus, il y a un bon éventail de revues, de brochures, hebdomadaires, mensuels, irréguliers, périodiques divers. Nous avons encore une salle de lecture pour lire ou discuter. Des expositions sont prévues et on attend aussi des suggestions de la part de tous ceux qui sont intéressés par celle-ci.

Autre objectif: monter un centre de documentation libertaire.

Voilà:

La librairie « la Gryffe » se veut et doit être un lieu de rencontre d'échange; un lieu où on peut trouver des livres intéressants, des revues qu'on ne trouve nulle part ailleurs à Lyon. On vous attend.

Association « la Gryffe »



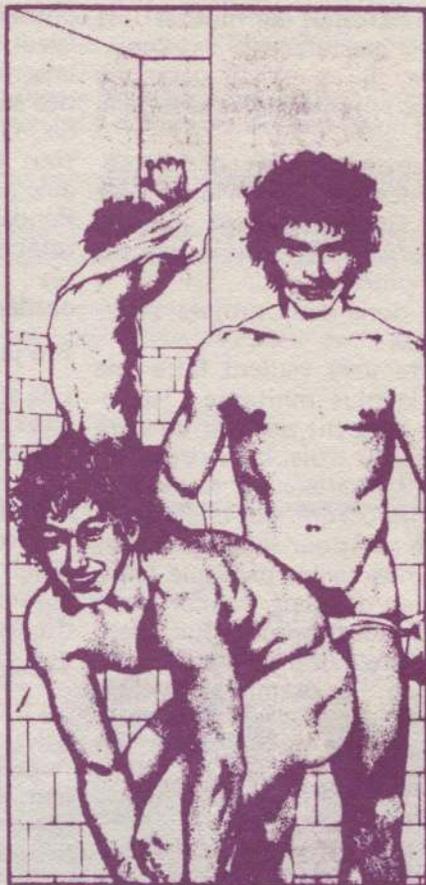
DU COTE



DES

HOMOSE

XUELS



En juin 77 le GLH de Lyon (Groupe de Libération des Homosexuels) avait organisé au cinématographe, la projection d'une série de films portant sur l'homosexualité. Les copains du groupe parlaient alors de faire un journal sur Lyon. C'est fait « Interlopes » numéro 1 est paru, on peut se le procurer en écrivant à GLH cinématographe voir l'adresse à la fin. L'homosexualité c'est, comme l'explique un extrait du journal ci-dessous, être obligé de se cacher quand on se reconnaît le désir homo, se sentir mal à l'aise quand on ne se reconnaît pas ce désir (enfin par forcément) tout le monde est d'accord chez les libertaires pour que chacun puisse vivre sa sexualité comme il le veut mais on ne se défait pas facilement d'années de repression morale et sociale, viriliste; même quand on est pour « l'idée » de liberté, d'où l'utilité pour tous de lire « Interlope » .

Initialement, je métais proposé d'écrire dans ce journal quelques lignes sur la « paire » (pas le couple c'est trop hétéro et chargé de symbole) en partant du vécu quand lui et moi, nous nous sommes rencontrés, il y a un peu plus d'un an, la découverte de l'autre, la décision de vivre ensemble avec toutes les répercussions que cela peut entraîner, car une paire de pédés, c'est différent d'un couple homme-femme, ça bouleverse pas mal de choses pas mal de principes et d'idées toutes faites pour nous et ceux qui nous voit vivre... Et puis tout cela est devenu illusoire quand l'autre a débarquer (parce qu'il y a toujours un troisième même dans la paire) et il s'est raconté un soir à l'appartement, sa découverte en tant que pédé, son impossibilité de vivre comme tel dans sa famille, dans son boulot, dans son HLM de banlieue même avec les potes de son âge, et il nous a étaler à la figure à nous,

la paire bien installée, sa misère sexuelle, et c'est dur de ne pas vivre son sexe quand on a 18 ans...

Et je me suis retrouvé autour de la table, avec les copains d'Interlope pour mettre au point ce journal pour la « libération homosexuelle », et devant ces morceaux de littérature et les difficultés rencontrées pour les éditer, je me suis posée la question du « pourquoi » et « pour qui » ... ? Pour faire réfléchir un peu plus les quelques intellec-

tuels qui auront eu connaissance de ce journal et su où se le procurer, mais eux, ils n'en ont presque rien à foutre de la libération des homosexuels, puisqu'ils ont la possibilité de vivre leurs désirs...

Car je pense toujours à l'autre

l'autre qui n'est même pas venu à la semaine du cinéma, de peur que quelqu'un le reconnaisse

l'autre qui, de peur qu'on les trouve chez lui ou qu'on le surprenne à les lire, n'ose même pas acheter une des nombreuses revues consacrées aux pédés, d'aspect un peu moins rébarbatif que celle-ci, au contenu un peu plus croustillant, de quoi même alimenter quelques fantasmes pour des masturbations en solitaire.

L'autre qui n'ose pas fréquenter les lieux de dragues ou qui ne les connaît pas.

L'autre qui est condamné à rester seul et à vivre sans sexe... alors tu me diras « pourquoi écris-tu dans ce canard ? » d'abord parce que je ne peux m'exprimer que là, et qu'ensuite je m'adresse aux quelques personnes qui sont susceptibles de me lire et qui partagent les mêmes préoccupations...

(extrait de « interlopes numéro un » le Cinématographe 44 cours Suchet 69 002 Lyon; CCP No 5334 796 Y Lyon. Pour les chèques ne pas mettre de libellé)

QUEL SYNDICALISME ?

les libertaires et les syndicats

Les 29 et 31 octobre, s'est tenue, à Paris, une « conférence » des travailleurs libertaires, regroupant les militants de l'UTCL (Union des Travailleurs Communiste Libertaire), de l'Alliance Syndicaliste et de plusieurs groupes autonomes représentant la plupart des régions du pays, plus, à titre individuel des membres de la FA et de la CNTF. Cette conférence n'a pas abouti à l'accord projeté entre l'Alliance et l'UTCL, elle a permis d'aborder des problèmes qui se posent avec acuité à Lyon, en particulier depuis l'exclusion par la CFDT de nombreux militants de la section du centre de tri de Lyon-Gare.

Le virage de la CFDT depuis trois ans, son alignement croissant sur les positions du PS, l'abandon d'un projet syndicaliste autonome au profit de l'adhésion d'un grand nombre de ses dirigeants aux différentes fractions du PS la chasse aux sorcières qui se développe contre les « basistes » et les militants d'extrême gauche, tous ces faits contraignent le courant libertaire qui s'était développé dans ce syndicat depuis 68 à réfléchir sur ce qu'il doit faire éventuellement à réviser des positions qui allaient de soi il y a encore quelques mois. Concrètement sur Lyon la question d'un regroupement ou d'une liaison syndicaliste autonome, sur des bases purement syndicaliste-révolutionnaire et anarcho-syndicaliste est posée. Faut-il essayer de relancer le projet avorté d'une CNT française ?

Le problème n'est pas simple, aussi nous semble-t-il utile, en guise de contribution au débat, de donner de larges extraits des positions de l'Alliance parues dans Solidarité Ouvrière N77 (D.Vaculik BP40 77340 Pontault-Combault) sur cette question.

La création de l'Alliance à la suite des grèves de mai 68 s'est faite autour du débat suivant: les anarcho-syndicalistes doivent-ils adhérer à la CNTF ou créer une organisation de type nouveau ? Nous avons constaté à l'époque que les vingt années d'existence de la CNTF ne constituaient pas un bilan positif. Notre point de vue en 1977 reste le même: trente années après sa fondation la CNTF reste totalement inconnue dans la classe ouvrière. Si l'objectif que la CNTF et nous-mêmes cherchons à atteindre est le même: la création d'une organisation libertaire, ouvrière de masse, nous pensons que le minimum de réalisme impose un certain nombre d'étapes. Même en réunissant le ban et l'arrière ban du mouvement libertaire en France, il n'y a pas aujourd'hui de quoi constituer une confédération syndicale. Il n'y a pas dans le mouvement, toutes tendances réunies, plus de 1500 militants ouvriers qui ne peuvent pas compter, comme nos camarades espagnols sur une histoire, une tradition, un mythe de l'organisation de masse.

(MAIS)

La situation actuelle fait que notre politique ne peut plus être la même que pendant la période ascendante du syndicalisme de l'après 68. Les mouvements d'opposition qui se font jour aujourd'hui - et qui n'existaient pas il y a cinq ans - , se déterminent largement en dehors des libertaires. Nous devons en premier lieu lutter avec nos camarades de travail contre les manoeuvres des bureaucraties syndicales. Mais si les travailleurs ne parviennent pas à se réapproprier leurs organisations de classe, et si malgré tout ils sont décidés à continuer la lutte, nous devons être en mesure de leur proposer une alternative syndicale en dehors des syndicats actuels. Les anarcho-syndicalistes n'ont pas pour vocation d'être éternellement des opposants de gauche aux réformistes, ils visent à constituer une organisation libertaire de masse. Nous pensons seulement que cette organisation doit se créer dans les meilleurs conditions possibles en ralliant le maximum de travailleurs.

Prendre l'initiative de la scission est précisément le pire départ qui puisse nous arriver. Ce point capital a été répété par les intervenants de l'Alliance lors de la conférence. Comme nous, l'UTCL a constaté que les pratiques des bureaucraties ouvrières créent les germes de scission. Mais, à vrai dire, les camarades se bornent à constater; ils n'analysent pas vraiment le phénomène d'un point de vue dialectique. Si des pans entiers de la classe ouvrière étaient décidés à scissionner, ou scissionnaient effectivement, que devrions nous faire alors, tirer des milliers de militants par la manche en leur criant « non ! restez » ? Cette situation peut ne jamais se produire mais une analyse sérieuse ne peut pas l'éluder. Or, précisément nous ne pensons pas que la solution serait le repli sur une organisation libertaire « étroite » et fermée. Il faudrait que les libertaires soient sacrément mieux organisés qu'ils ne le sont actuellement, c'est sûr, mais la solution selon nous serait la constitution d'une organisation libertaire large. La « tentation des scissions minoritaires » dénoncées par l'UTCL c'est un faux problème. Les libertaires SONT minoritaires et le seront encore longtemps. Mais il vaut mieux être minoritaires à dix mille dans une organisation large qu'à deux cent dans une organisation « étroite » (type UTCL note d'IRL).

C'est pourquoi nous disons que dès maintenant il faut envisager la possibilité de « sortir » des syndicats réformistes. Cela ne signifie pas que nous proposons que tous les libertaires qui se heurtent à des problèmes dans leur syndicat se replient aussitôt dans une structure plus accueillante et minoritaire. Il ne faut pas faire l'économie du combat interne contre les directions réformistes. On ne peut guère reprocher à nos camarades de Bordeaux d'avoir fuit au premier coup de pétard bureaucratique.

(2) Telles sont, selon nous, les vraies questions qui se posent, et qui n'ont pas vraiment été abordées lors de la conférence.....

En ce qui concerne l'Alliance, nous pensons que circonstanciellement, dans des cas aujourd'hui limités, la constitution de sections CNTF peut se justifier (la phrase est sciemment prudente). Mais un certain nombre de conditions devraient être remplies:

1) Les militants qui constituent la section CNTF par le départ d'une section en place n'ont absolument plus aucune possibilité d'expression dans cette section; ils ont épuisé toute possibilité de lutte pour que les travailleurs se réapproprient la structure syndicale qu'ils quittent.

2) Les militants qui quittent la section en place ont fait publiquement un travail d'explication politique approfondie pour justifier leur geste.

3) La section CNTF, n'est pas constituée seulement d'un noyau de libertaires « purs et durs », mais d'une partie importante des militants les plus actifs de l'ancienne section.

4) Les militants de la sections CNTF nouvellement constituée restent en étroite liaison avec les militants qui sont demeurés dans les syndicats réformistes.

Il y a aussi un autre cas que nous avons envisagé: la

constitution de sections CNTF dans des secteurs à faible implantation syndicale, où tout travail est à faire: bâtiment, routiers etc... d'ailleurs, les seuls cas où la CNTF a récemment pu avoir une action réelle dans les luttes concernaient le bâtiment et l'hôtellerie. Ce n'est pas un hasard. Un travail d'organisation est nécessaire et possible dans ces secteurs. Nous pensons que si des militants sont déterminés aujourd'hui à faire ce travail, nous devons les soutenir, même si nous ne sommes pas décidés à les imiter dans les secteurs où la plupart des militants de l'Alliance travaillent: grandes entreprises métallurgiques, santé, livre, postes, banques ou EDF...

(Le texte intégral du compte rendu de la conférence va être tiré en brochure par l'Alliance. Pour l'avoir écrire à Solidarité Ouvrière 99 rue J.P. Timbaud 75011 Paris)

(1) l'UTCL comme la plupart des organisations d'extrême gauche est partisan de rester coûte que coûte dans les grandes organisations syndicales actuelles.

(2) des militants de l'Alliance de Bordeaux faisaient partie des instances départementales CFDT, vidées par la confédération après l'affaire des « comités de soldats »; ils continuent de militer à la CFDT de la Gironde.

(notes d'IRL)

OU EN EST LA CNTF...

Une petite révision de l'histoire ne nous fera pas de mal. D'où vient la CNTF, où en est elle et où va-t-elle, telles sont les questions que s'est posé un camarade dans « Espoir » (1) (organe des unions régionales de la CNTF). Nous pensons que cette courte analyse permettra de bien situer les problèmes auxquels se trouvent confrontés les compagnons de la CNTF.

(1) Espoir N801 du 30 janvier au 5 février 78. écrire à CNT bourse du travail 3 rue Merly 31000 Toulouse.

D'où vient la CNT ?

La CNT française a été créée en 1946. Elle devait être la suite logique de la CGT-SR d'avant guerre. Cependant, cette CNT de 1946 fut assez éphémère. Il serait important d'en exposer les raisons, mais ce n'est pas l'essentiel de cette réflexion.

En résumant, il est important de savoir que la CNT actuelle n'est pas issue de celle de 46 mais de l'après 68. L'après 68 a vu un bouillonnement croissant des idées libertaires et par contre coup la CNT en a eu des répercussions. Seulement, le problème qui s'est posé c'est qu'à cette époque là, la CNT s'est trouvée confrontée du jour au lendemain à une situation à laquelle elle n'était pas préparée: sur ses bases fragiles il y a eu tout d'un coup un trop plein d'idées diverse, de projets plus ou moins flous, pas mal d'impatience, et très souvent une confusion entre un type d'action libertaire et l'anarcho-syndicalisme. Suite à cette période « euphorique », a succédé un creux de vague puis une deuxième époque de l'après 68. C'est elle que nous vivons actuellement. Il apparaît donc important d'analyser où nous en sommes, de quoi nous sommes capables et où sont nos incapacités actuelles; à partir de quoi, nous ne risquons pas de nous créer des illusions, des déceptions et des revirements préparés.

Où en est la CNT ?;

Quantitativement il est indéniable que la CNT se développe; un peu partout les contacts s'étendent, des Unions locales se créent. D'un autre côté une réelle action syndicale se met en place: intervention croissante dans de nombreuses entreprises, dans les luttes; interventions très ouvertes comme dans le bâtiment à Bordeaux où une section syndicale s'est créée après un procès gagné

contre le patron, où 75% des travailleurs se sont abstenus aux élections de délégué du personnel à l'appel de la CNT; témoin également de ces interventions ouvertes la grève dans l'hôtellerie à Toulouse; d'autres interventions moins « voyantes », comme dans le secteur social qui tendent à se développer.



Cela tend à prouver qu'une intervention efficace de la CNT est possible, bien que cela soit encore nettement insuffisant. Car, au fur et à mesure que nous engageons des actions, nous sommes sans cesse confrontés à ce syndicalisme différent des autres qui n'est finalement pas encore bien clairement défini, tant sur certaines bases théoriques que dans la pratique.

Des militants trouvent insuffisantes, incomplètes, contestables ou vieillottes les bases théoriques de la CNT. La Charte du syndicalisme révolutionnaire et les statuts datent de 46 mais la société, la CNT ne sont plus celles de 46. Au dernier Congrès déjà, ont commencé à apparaître des motions tendant à poser une réflexion plus approfondie sur les bases théoriques et pratiques de notre syndicalisme.

Ce qu'il est essentiel de retirer de tout cela, c'est que ce n'est pas du jour au lendemain que nous pouvons donner des réponses précises à toutes des questions qui mettent en jeu un problème aussi profond que nos bases et nos choix dans la lutte.

Tout en poursuivant notre action nous avons tout à définir, élaborer. Quel syndicalisme ? Quelle pratique qui soit plus efficace ? Le mouvement anarcho-syndicaliste en rupture avec les syndicats réformistes n'a pas encore donné d'expériences assez précises dont nous puissions nous servir.

Il apparaîtrait que nous sommes dans une période du « tout ou rien ». Soit nous sommes capables d'être patients, de prendre les moyens pour mieux réfléchir sur notre action et sur ses bases, cela tout en agissant : à ce moment-là notre impact dans la lutte ne tardera pas à se faire ressentir sérieusement. Ou alors nous pourrions aller vers un nouvel éclatement. Il est évident que les périodes comme celle-ci où un besoin de réflexion profonde se fait ressentir, peuvent engendrer des tensions, des impatiences. A nous de choisir.

Ce qui semblerait impératif c'est qu'au besoin de réflexion puisse succéder effectivement un réel débat. Or, à ce niveau là, retard. Comment avancer si nous n'avancions pas d'avantage nos idées, si nous ne confrontons pas notre pratique ?

Au cours du dernier Congrès, certains camarades comme ceux de La Rochelle ou de Marseille semblaient réticents aux changements. Cela s'est remarqué à propos de la Charte du syndicalisme révolutionnaire ainsi que par rapport à une motion sur un projet de journal mensuel. N'y a-t-il pas de danger que certaines réticences soient plus dues à un immobilisme que conséquentes d'une pratique syndicale ?

Lors de ce Congrès, nous nous sommes déterminés pour l'instauration d'un débat sur la Charte du syndicalisme révolutionnaire peut apparaître en décalage total avec la réalité. Quand on parle de syndicat en période révolutionnaire et post révolutionnaire ce n'est pas la même chose selon que ce syndicat représente ou non une masse importante de travailleurs. Or cette Charte est faite dans l'optique d'un syndicat de masse : est ce que ça signifie qu'une révolution aura lieu uniquement lorsqu'existera un syndicat révolutionnaire de masse ?

Dans la lutte il y a d'autres organisations, des syndicats, des partis, des groupements divers, des millions d'exploités sans cartes ni partis. Il y a aussi des changements économiques, des bouleversements sociaux significatifs de notre époque. Ne doit pas prendre en compte tout cela ? En fait, ce qui est primordial maintenant, c'est de définir plus précisément :

- l'utilité de la CNT à l'heure actuelle, ses orientations, sa stratégie.
- Ses possibilités de développement et le rôle qu'elle peut jouer dans la lutte de classe.
- ce pourra être l'objet d'un prochain article.

P.t.t. Corporation

LA BATAILLE POUR LA REINTEGRATION DES EXCLUS CFDT DU CENTRE DE TRI DE LYON-GARE CONTINUE.

Exclus de façon bureaucratique et non-statutaire par le bureau départemental du syndicat PTT CFDT du Rhône, les militants de la commission exécutive de Lyon-Gare poursuivent la lutte pour leur réintégration et pour la mise en place d'un fonctionnement véritablement démocratique au sein du syndicat. Le débat se développe dans de nombreuses sections dont les conseillers au Conseil du syndicat avaient utilisé les mandats pour l'exclusion, sans discussion préalable avec les adhérents : a la RP, à Bron CT, aux Chèques (courrier), aux Installations, à Villeurbanne, aux Lignes.

Une assemblée générale des adhérents PTT du Rhône a voté à l'unanimité une motion exigeant la levée des sanctions contre la CE de Lyon-Gare, et la tenue d'un congrès extraordinaire.

Au conseil départemental du 20 décembre le refus du congrès extraordinaire a été obtenu par 38 mandats contre 37, mais il faut signaler que la section de Lyon-Gare (9 mandats) ne pouvait voter et que le bureau a utilisé 10 mandats spéciaux (n'émanant pas de section) pour pouvoir l'emporter. Le bureau a en fait perdu la majorité au sein du syndicat, il est réduit de plus en plus à utiliser des artifices de procédure pour se maintenir en place. Tout va se jouer au congrès ordinaire de mai 78.

Dés maintenant la section de Lyon gare se reconstruit, mais sur les positions des exclus. A ce jour 11 syndicats PTT, 10 sections du syndicat du Rhône, 11 syndicats du Rhône, 17 syndicats nationaux, 105 sections syndicales nationales, 14 UL ou UIB ont apporté leur soutien à la section de Lyon-Gare.

Un rassemblement national à Lyon est prévu dont nous reproduisons ci-dessous l'appel :

« Dés qu'ils ont appris leur exclusion, les camarades de Lyon-Gare ont fait appel à la fédération CFDT-PTT à l'Union régionale Rhône-Alpes CFDT, à la confédération CFDT. Jamais aucune de ces trois structures n'a répondu à cet appel, préférant garder le silence complet sur « l'affaire ».

Pour que les exclusions à la CFDT ne se passent pas dans le silence, pour que l'ensemble des syndiqués de toutes les régions et de toutes les professions puissent savoir quelles sont les méthodes de certains syndicats et puissent aussi avoir toutes les informations nécessaires pour conserver à la CFDT son fonctionnement démocratique, nous avons pensé qu'il serait bon d'organiser un rassemblement à Lyon (en mars ou avril) de tous les syndicats UL, UIB et autres structures qui estiment que le combat pour une CFDT indépendante et démocratique est le leur.

Ce rassemblement n'est encore qu'une idée qui n'a pas tout à fait pris forme. Mais toutes les structures qui en sentiraient la nécessité peuvent prendre contact avec :

VALERO Georges ou SANCHEZ Patrice ou FANJAT Bernard, centre de tri postal Lyon-Gare Tel:370073 ou 37 13 54.

Pour plus de renseignements demander à la même adresse le nouveau document édité par les minoritaires CFDT des PTT du Rhône.

Pour tout soutien financier envoyer le fric à Roger CHAMBARD CCP62 60 13 Lyon.

CRISE à la C.F.D.T.

Le 27 septembre 1977 le bureau départemental du syndicat CFDT des PTT du Rhône a décidé l'exclusion de vingt membres de la commission exécutive de la section de Lyon-Gare.

La procédure expéditive et scandaleuse utilisée par le BD (non-respect des statuts du syndicat...), le principe même d'une exclusion donnant aux instances « supérieures » la possibilité de « démissionner d'office » les instances « inférieures », régulièrement élues rend une telle pratique inacceptable pour tous ceux qui se réclament de l'autogestion ou même des simples règles démocratiques.

Ce caractère scandaleux de l'exclusion de la CE de Gare ne doit cependant pas faire illusion; les statuts, les règlements, la manière dont ils sont appliqués et utilisés dépend d'abord de la vie du mouvement syndical, ils ne sont qu'un symptôme de ce qui se passe à l'intérieur du syndicat. En l'occurrence le symptôme d'une crise grave à l'intérieur du syndicat PTT du Rhône et plus généralement de l'ensemble de la confédération CFDT.

La crise du syndicat

Depuis trois ans le syndicat CFDT PTT du Rhône est en crise, plus précisément depuis la grève de 1974. Une partie des militants du syndicat se sont fait l'écho du mécontentement d'un grand nombre de postiers qui reprochaient à l'inter-syndicale la manière dont elle a conduit le conflit. Dès le bilan de la grève le syndicat s'est coupé en deux: 23 délégués au Conseil syndical approuvant la façon dont le bureau avait conduit l'organisation pendant la grève. 18 délégués votant une motion critiquant le bureau. 5 délégués s'abstenant. Cette coupure en deux du syndicat s'est traduite pendant plus de deux ans par un conflit incessant.

Dans ce conflit interne au syndicat on retrouve tous les problèmes de fond de l'ensemble de la CFDT; les militants majoritaires du bureau sont proches ou membres du PS; les militants minoritaires, soit opposés à l'orientation « proche du PS » qu'a prise la CFDT depuis trois ans, soit membres de groupes politiques d'extrême gauche. Les majoritaires soutiennent à fond l'orientation nouvelle de la confédération, en particuliers, les rapports entre sections et syndicats, ils peuvent s'appuyer sur les décisions du congrès d'Annecy qui font du syndicat la cellule politique de base de l'organisation; les minoritaires veulent, au contraire, donner aux sections le maximum d'autonomie. Beaucoup d'entre eux ont adhéré à la CFDT à un moment où justement celle-ci affirmait un mode d'organisation décentralisé et une volonté d'ouverture à tous les mouvements et courants d'idées extérieurs aux grands partis de gauche.

Il ne fait guère de doute que le conflit à l'intérieur du syndicat porte en grande partie sur deux types de prati-

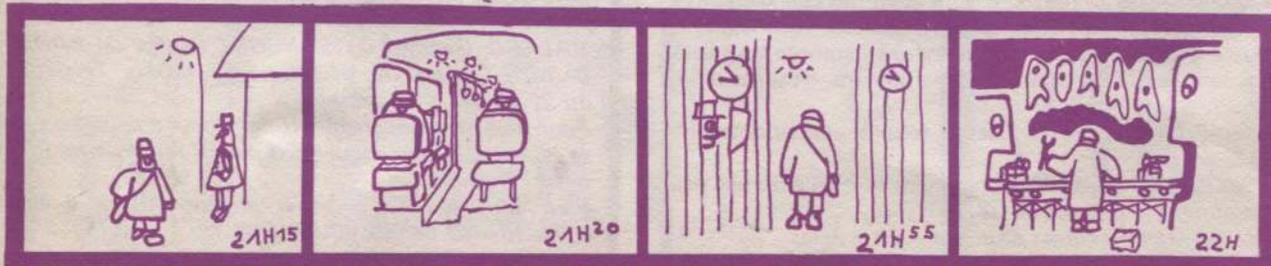
ques syndicales. D'un côté une pratique qui insiste sur la responsabilité des structures, des militants, s'efforçant de faire prévaloir l'orientation définie par l'organisation. De l'autre une pratique qui privilégie la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leurs problèmes, qui se veut ouverte à toutes les questions intéressant la lutte anti-capitaliste.

L'exclusion bureaucratique, par une instance qui n'émane pas DIRECTEMENT d'un collectif de travailleurs, d'une CE élue librement et contrôlée par une section syndicale importante, exprime bien cette contradiction entre deux types de pratiques syndicales. Une pratique pour laquelle le syndicat c'est, d'abord, la structure qui s'appuie sur des adhérents lui faisant confiance et la contrôlant - très formellement par des règles « démocratiques », une pratique qui s'efforce d'associer en permanence tous les travailleurs à la marche du syndicat. Pour- tant les choses ne sont pas si simples.

Pour ma part et pour donner un point de vue subjectif, j'ai été assez mal à l'aise à certains moments au meeting du 7 novembre organisé par l'UD. Mal à l'aise d'entendre des militants venir soutenir le bureau au nom de l'indépendance du syndicalisme, car si cette indépendance est bien à défendre ce n'est sûrement pas par des mesures bureaucratiques et suicidaires employées par les dirigeants du syndicat qui par ailleurs n'hésitent pas, eux, à adhérer à un parti politique, le PS pour ne pas le nommer. Mais mal à l'aise également; plus peut-être, d'entendre des militants venir défendre les copains de Lyon-Gare avec des discours ultra-démocratiques sur la liberté et l'autonomie des structures syndicales de base alors que ces mêmes militants sont au PCR stalinien, à la Ligue communiste ou à l'OCT dont on connaît très bien les conceptions sur le syndicalisme et, dont on sait, par expérience quelle type de pratique ils auraient s'ils parvenaient à diriger les syndicats CFDT.

Vus de l'extérieur, les conflits qui traversent le syndicat PTT du Rhône, comme ceux que l'on retrouve à l'UD et dans l'ensemble de la confédération donnent parfois l'impression (même s'ils recouvrent aussi, comme dans le cas de Lyon-gare des pratiques syndicales différentes) d'être d'avantage des conflits militants, conflits entre des alliances militantes visant d'abord à s'emparer des directions au nom d'idées que chacun, bien sûr, estime les plus « justes », mais sûrement en grande partie pardessus la tête des adhérents et plus généralement de l'ensemble des travailleurs.

Au delà de la situation locale, au delà des formes particulièrement scandaleuses que revêt l'exclusion de la CE de Lyon-Gare, le conflit actuel me semble s'inscrire dans un problème plus général qui touche l'ensemble de la CFDT, et que les libertaires devraient essayer d'analyser plus à fond qu'ils ne le font actuellement.



La crise dans la CFDT

Dans un petit texte rédigé au lendemain du congrès confédéral d'Annecy (Esprit juillet-août 76) Daniel Mothé militant CFDT de chez Renault développe quelques idées qui me semblent très justes.

L'existence d'une organisation syndicale autonome, capable d'être un instrument d'émancipation pour les travailleurs suppose l'existence de quelques milliers de militants suffisamment unis sur l'essentiel pour que l'organisation garde sa cohésion et offre des perspectives claires à l'ensemble des travailleurs.

Cette cohésion est assurée à la CGT par l'appareil du Parti Communiste, à FO par l'anti-communisme et à la CFDT ?

Les valeurs et chrétiennes ont longtemps servies de références communes à la grande masse des militants CFTC, puis jusqu'en 1968 aux militants de la nouvelle CFDT. Ces valeurs communes ne trouvant pas leur support principal dans des structures politiques (les tentatives du MRP - parti démocrate chrétien - après la guerre furent vite écartées) se vivaient d'abord dans l'organisation syndicale qui constituait alors la structure organisationnelle principale. Les conflits parfois très violents qui ont secoué la CFTC ne se sont jamais traduits par des exclusions ou par des ruptures irrémédiables (si on excepte la déconfectionnalisation). C'est ce qu'a très bien expliqué Depardon le 7 novembre au cours du meeting organisé par l'UD. Un militant comme Krumnov est par ailleurs un bon exemple de ce type de militant, d'origine chrétienne, pensant d'abord la question de la lutte anticapitaliste sur le terrain social, dans le cadre du syndicat. Avec sa déconfectionnalisation et mai 68 la CFDT s'est ouverte également à des milliers de militants n'ayant rien à voir avec le christianisme ou en rupture complète avec lui. Où allait elle trouver ces références communes que constituait auparavant la mouvance chrétienne et qu'assure, bureaucratiquement, le PC au sein de la CGT ?

Daniel Mothé constate au lendemain du congrès d'Annecy que la cohésion de la CFDT est menacé par la présence en son sein d'un nombre significatif de militants de gauche et d'extrême gauche constituant une opposition très hétérogène mais importante (25% des mandats, y compris la tendance CERES qui dirige le syndicat des PTT du Rhône et qui a « suspendu » la section BNP de Paris). Il constate que ces militants se réfèrent tous au léninisme et que de ce point de vue ils constituent une menace directe pour l'autonomie et la cohésion de l'organisation.

« Durant le dernier congrès de la CFDT, de nombreuses tendances dites de gauche - tendances animées par des organisations politiques allant du CERES aux taupes rouges de la Ligue en passant par Lutte Ouvrière et Revolution - se sont manifestées et souvent avec vigueur. Le développement de ces courants, qui témoignent de la permanence du léninisme n'est pas sans susciter quelques interrogations...

L'organisation a aujourd'hui à faire à des militants politiques qui subordonnent la vie syndicale à la vie politique, et la considèrent comme un terrain d'action de



leur courant politique...ce n'est donc plus la CFDT qui décide des règles du jeu, mais des instances politiques qui lui sont extérieures. Ce qui est rendu d'autant plus facile que la CFDT n'a pas formalisé ses pratiques dans un système statutaire et qu'on avait pris l'habitude de se conformer à l'avis de la majorité, même en cas de désaccord profond. Ces changements conduisent à des séparations entre militants pour lesquels la CFDT se transforme en un véritable forum politique... la CFDT qui milite pour l'hétérogénéité idéologique, ne court aucun risque tant que ces courants de type léniniste ne représentent que de faibles minorités qui rivalisent entre elles de surcroît. Cependant il suffirait que ces minorités atteignent non pas la majorité absolue, mais un seuil numérique suffisant pour menacer et l'actuelle direction et ce qui constitue l'originalité de la CFDT.

Il ne faudrait pourtant pas croire que l'on peut combattre des théories aussi passéesistes que le léninisme par des mesures organisationnelles de protection. Le combat contre toutes les formes de totalitarisme doit se porter sur le terrain politique et théorique: il faut définitivement détacher les théories autogestionnaires du char marxiste léniniste, afin que la CFDT puisse s'émanciper de son opposition.

Les conceptions autogestionnaires ne peuvent pas être assimilées à celles qui augmenteraient simplement la dose démocratique de n'importe quel système, même léniniste. La politique autogestionnaire se trouve inconciliable avec les idéologies totalitaires parce que ces dernières tendront infailliblement à détruire son fonctionnement. »

comptez bien

22 H
23 H
24 H
1 H
2 H
3 H (pause 1/2 H)
4 H
5 H



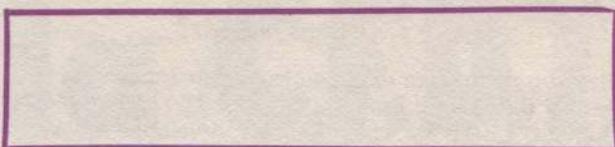
Les militants qui, le 7 novembre, tentaient de soutenir le bureau du syndicat PTT au nom de l'indépendance du syndicalisme auraient du lire ce que dit Mothé « il ne faudrait pas croire que l'on peut combattre des théories aussi passéistes que le léninisme par des mesures organisationnelles de protection » (il est vrai que dans le cas de Lyon ceux qui excluent sont des CERES, léninistes bon teint).

Mais ce que Daniel Mothé ne dit pas, lui l'ancien militant de Socialisme ou Barbarie, entré au PS dans la foulée des assises pour le socialisme pour en sortir, échoué quelques mois plus tard, c'est l'énorme responsabilité des militants majoritaires de la CFDT dans la crise actuelle.

Lorsqu'après mai 68 la nouvelle CFDT s'est ouverte au grand mouvement de contestation sociale, beaucoup de ses militants ont redécouvert dans la tradition du mouvement ouvrier français une conception de l'indépendance du mouvement syndical qui, d'une part correspondait à la non-inféodation à un parti politique de la CFDT des années soixantes, d'autre part trouvait un renouveau dans les pratiques sociales qui se développaient à la suite de mai 68. C'est en 1971 que Julliard sort son bouquin sur Pelloutier et les débuts du syndicalisme d'action directe, c'est dans les années qui suivent mai 68 que Maire le nouveau secrétaire général développe systématiquement sa conception de deux traditions dans le mouvement ouvrier français: une tradition jacobine, autoritaire, étatique; une tradition autogestionnaire. C'est en 1972 que le même Maire déclare au congrès des cadres CFDT que l'organisation représente en France le socialisme libertaire et l'anarcho-syndicalisme. La mise en avant de l'autogestion rassemble alors sous une notion théorique un peu vague cette tentative de la CFDT de développer un projet propre qui reprendrait, pour la développer, la pratique et les idées du syndicalisme révolutionnaire. Pourquoi cette tentative a-t-elle tournée court vers 1973 ? C'est une question à laquelle il n'est pas facile de répondre, qui exigerait une analyse plus approfondie et à laquelle on ne peut se contenter des explications sur le réformisme et les mauvais dirigeants.

Une chose est certaine, en refusant de développer plus avant un projet syndicaliste spécifique, en ralliant en grand nombre les différents fractions socialistes réunies derrière Mitterrand, le courant majoritaire de la CFDT a fait le lit de l'opposition gauchiste et léniniste. Seul un projet politique développant le projet syndicaliste révolutionnaire pouvait assurer la cohésion et l'indépendance de l'organisation, pouvait unir à la fois les secteurs réformistes et socialistes du mouvement ouvrier et, à la fois, les courants et secteurs, basistes, libertaires, produits par le renouveau des luttes sociales depuis 10 ans. Même s'ils affirment l'autonomie de la stratégie cédétiste, les militants qui se sont ralliés aux différents courants du PS se sont en grande partie coupés des secteurs les plus dynamiques de la classe ouvrière actuelle, ils les ont dans les pires des cas, livrés à la manipulation gauchiste, dans les meilleurs il les ont conduit à une alliance hétérogène et contre-nature avec les noyauteurs gauchistes.

Oui Daniel Mothé a raison de dénoncer l'opposition d'Ancey comme un cartel d'organisation en grande par-



tie noyautés par les organisations léninistes, mais ce qu'il ne dit pas c'est qu'en ralliant avec d'autres le PS, c'est lui qui a contribué non seulement à priver l'organisation des éléments les plus capables de résister aux léninistes mais encore à les pousser à se retrouver à leur côté contre la direction actuelle.

Ce n'est pas en s'appuyant sur les gros bataillons réformistes et en utilisant les procédures bureaucratiques que les véritables tenants de l'indépendance de la CFDT, de son autonomie idéologique et organisationnelle s'opposent à la main mise des gauchistes sur les secteurs les plus dynamiques de l'organisation. Ce n'est pas en ayant la carte du PS dans leur poche qu'ils convaincront les adhérents de leur lutte pour l'autonomie syndicale. Ce n'est pas en se battant pour occuper et conserver les postes de dirigeants et de permanents qu'ils construiront le puissant mouvement de masse et de classe dont ils se réclament et sans lequel la CFDT et son projet autogestionnaire ne sont rien.

A l'inverse il y aurait beaucoup à dire sur notre attitude à nous libertaires. Ce n'est pas en acceptant, plus ou moins contraints et forcés, l'alliance avec les sectes gauchistes que nous contribuerons à développer le mouvement libertaire en France. Ce n'est pas en constituant nous aussi des sectes s'efforçant d'imposer leur point de vue dans l'organisation syndicale que nous développerons un véritable mouvement libertaire de masse. Le projet libertaire, au contraire du gauchisme qui vise l'exercice du pouvoir, ne peut dissocier les moyens des fins. Ce n'est pas non plus en quittant, à la va-vite, les grandes organisations de masse actuelles, en rêvant d'une organisation de masse à nous, pure et dure, que nous parviendrons à développer les bases d'un mouvement libertaire de masse en France.

Pour ma part, membre de la CFDT, et quelle que soit l'ampleur de la chasse aux sorcières qui s'y développe actuellement je suis bien décidé:

- 1) à rester coûte que coûte dans cette organisation car elle seule me semble encore porteuse, pour le moment, du projet libertaire dans le mouvement ouvrier.
- 2) à refuser d'adhérer à une organisation politique quelle qu'elle soit, même si elle se dit anarchiste ou libertaire, prétendant définir en son sein la stratégie et la tactique justes du mouvement révolutionnaire en France.
- 3) à me démarquer des groupes gauchistes quel que soit leur discours et leur pratique affirmées.
- 4) à garder des contacts étroits avec tous les autres courants du mouvement ouvrier qui, en dehors de la CFDT, se battent également, pratiquement et pas seulement en paroles, pour l'autonomie et l'indépendance du mouvement syndical.

Ce texte n'exprime qu'un point de vue individuel. J'espère seulement qu'il suscitera d'autres réflexions.



La "RAF" et le "TERRORISME"

Si je n'écris que maintenant sur la RAF, c'est parce que sur le coup (c'est à dire essentiellement après les assassinats de Stamheim) j'étais incapable d'analyser à froid l'évènement. Tout ce que j'aurais pu dire se situait au niveau du viscéral et de la réaction. J'avais fait alors une piètre chanson et le plus pratique et de la transcrire ici :

L'Etat vient de tuer encore une fois,
Les extrémistes qui nous effraient,
Ne prions pas,
N'implorons pas,
Qui que ce soit, quoi que ce soit
Laissons les seuls, face à eux mêmes
Dans leur prison et leur tombeau
Face à l'Etat et ses robots,
Nos frères d'armes
Les « terroristes »

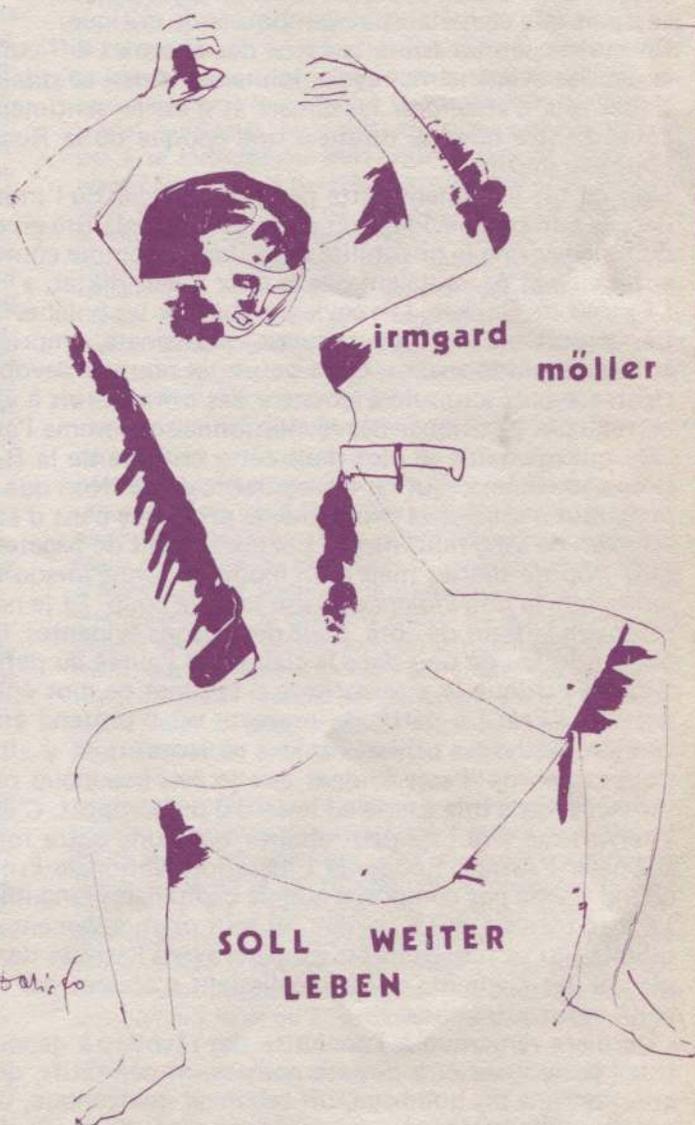
Dans le cocon aseptisé,
Nous palabrons sur leur histoire.
Théorisant,
Vaporisant,
Nos immondices à leur égard,
Dans le confort bien pensant,
De ceux qui ont les pieds sur terre,
Face à l'Etat et ses robots
Nos frères d'armes
Les « terroristes »

Le cocon pourtant étroit
Semble assez large pour nous calmer
Ne bougeons pas

N'essayons pas,
Les attentats ne marchent pas,
Justifions nous dans le présent
Notre conscience nous assaille,
Pris dans l'Etat et ses robots,
Nos frères d'armes
Ne sont plus là

Les pouvoirs vont bientôt nous supprimer
Et pourtant on croit encore.
Allons,
Tout est foutu,
Plus que la mort par le suicide,

dans la spirale irréversible
De l'engrenage du « terrorisme »
Voilà comment j'ai ressenti
Et je ressens
Le « terrorisme »



Voilà, c'est clair, c'est du subjectif. Ceci dit, avec le recul, j'ai quelque peu atterri et voici ce que je pense de la RAF. Je n'émet que quelques remarques n'ayant pas la prétention de cerner le problème.

- Tout d'abord je ne suis pas si sûr qu'il s'agisse de désespérés. Leurs actions me semblent au contraire à l'opposé d'actes de désespoir. En fait les membres de la RAF s'incrinrent nettement dans la conception marxiste-léniniste du bras armé du prolétariat. Ils le disent eux-mêmes et le fait qu'ils passent pour des anarchistes ne change rien à l'affaire.

Et bras armé du prolétariat on sait ce que cela signifie. Entre autre centralisme, élitisme. Autant de notions qui sont aux antipodes de l'anarchisme.

- La critique de la RAF est bien sûr aisée, quand on se permet de la faire avec un stylo sur une feuille de papier. Il s'agit d'une critique d'autant plus délicate que c'est un lieu commun de critiquer la RAF. Pour me séparer des médias qui condamnent le « terrorisme », je tiens à préciser que je n'émet que des critiques. Il ne s'agit pas de condamnation; la seule réalité que je condamne étant l'Etat, seul responsable de tout ce qui arrive, appuyé par ses rouages huilés bien connus (éducation, armée, capitaux, morale...) Cette position délicate semble proche de celle dans laquelle se trouvait la presse anarchiste et syndicaliste aux lendemains de la révolution de 1917 en Russie: elle observa une grande retenue dans sa critique des idées bolcheviques pour ne pas faciliter le travail de la contre-révolution.

« bien des nouvelles qui nous parvenaient, bien des mesures du gouvernement soviétiques que nous pensions devoir être fatales au développement de la révolution, furent passées sous silence, car l'on se disait que ce n'était pas le moment de critiquer.

Chacun ressentait toute la force des énormes difficultés qui s'accumulaient en Russie et menaçaient le cours des événements révolutionnaires. Aussi se disait-on qu'il était plus facile de formuler des critiques que d'améliorer les choses et c'est ce sentiment instinctif de responsabilité qui fit que beaucoup d'entre nous se turent à une époque où la Russie saignant de mille blessures devait se battre pour son destin.

Mais ce fut justement cette position difficile où l'irrésistible des circonstances poussa toutes les tendances non-bolcheviques du mouvement socialiste en général, qui donna aux partisans sans scrupules du bolchevisme la possibilité de diffamer comme contre-révolutionnaires tous ceux qui suivaient une autre voie et ne voulaient pas se plier à leur diktat. »

(Extrait de Rocker, Les soviets trahis par les bolcheviques, Spartacus)

Le résultat on le connaît: tuerie, assassinats, emprisonnements de tous les opposants en tant que contre-révolutionnaires. C'est pourquoi nous ne devons avoir en tant qu'individus et en tant qu'anarchistes aucun scrupule à émettre des critiques vis à vis de la RAF, même si subjectivement, le viscéral répugne à critiquer des révolutionnaires comme l'étaient et le sont les membres de la RAF.

- Ce qui m'ennuie le plus dans cette critique de la RAF, c'est la peur de me cantonner dans une option non-violente qui ne me contente guère. Non que je sois « violent » (ou d'ailleurs non-violent), pour moi c'est pas le problème, le problème c'est d'être dangereux. Si l'on peut être dangereux sans effusion de sang tant mieux. Lorsqu'il s'agit de bagatelles, le pouvoir peut faire quelques concessions sans trop de tueries mais à un moment donné lorsqu'il s'agit vraiment d'abandonner ses privilèges je doute que la non-violence puisse tenir le coup. Et je ne parle ici que de la non-violence dite active ou offensive laissant de côté, pour des raisons évidentes, la non-violence des petits oiseaux du week-end autour du feu de bois dans la clairière à l'aurée du petit bois...

Ainsi je critique le « terrorisme » (je met ce mot entre guillemet car j'ai déjà indiqué le rôle terroriste de l'Etat) à partir du moment où il prétend être l'expression d'une avant-garde quelconque. Que les méthodes utilisées soient violentes qu'il y ait mort de personne ou pas ne dicte pas mes critiques, bien qu'il soit évident que je sois beaucoup plus favorable à un enlèvement d'un haut fonctionnaire qu'à une tuerie au hasard d'un aéroport. C'est donc le terrorisme élitiste que je critique, ce « terrorisme » qui ne peut aboutir qu'à une autre forme de pouvoir prolétarien. On commence par s'appeler l'Armée Rouge de Libération Nationale Prolétarienne puis on tire sur une foule qui n'est quand même pas composée que de capitalistes sanguinaires.

Le « terrorisme qui a derrière lui tout un mouvement social, cela signifie autre chose (comme les attentats qui se passèrent en Espagne avant l'arrivée de Franco au pouvoir; ils étaient compris du peuple car les éléments qui les réalisaient n'étaient pas extérieurs à lui) la violence insurrectionnelle, voilà enfin autre chose.

- Dernière remarque à l'encontre des révoltés à genoux devant Meinhof', Baader, Enslinn et les autres (je ne veux être ni paternalistes, ni péjoratifs, que cela soit bien clair). Il est évident que lorsque l'on fait un sabotage quelconque, on prend son pied. Il arrive même que certains « terroristes de quartier » se foutent complètement de l'impact sur la masse. Entièrement d'accord au niveau viscéral, mais politiquement ça ne vaut pas grand chose. C'est le signe de l'impuissance et de l'isolement; là dans ce cas il s'agit de désespérés.

TIMIDITE est une substance purifiée et stabilisée obtenue à partir de la production d'énergie cérébrale associée à ses preuves. (20^e année) L'étui 11 fr. 20
 fco. La cure intégrale (boîte de 6 étuis) 56 fr. f. - Brochure gratuite.
 Laboratoire Scient. AUCLAIRE, 4, rue d'Aumale, PARIS

POMMADE MOULIN
 Guérit: Dagues, Boutons, Rougeurs, Demangeaisons, Eczéma, Hémorroïdes. **Fait repousser les Cheveux et les Cils**
 Le Pot 2/30 franco Ph. Moulin 30, Rue Louis-le-Grand, PARIS

Camarades !

Nous avons lu attentivement l'article du camarade sur la R.A.F. (IRL N 17); bien que d'accord sur certains points, il y en a d'autres que nous rejetons catégoriquement.

Dire à propos de la RAF (ou d'autres groupes de lutte armée) que ses actions sont des « actes de désespérés », que la « violence individuelle du désespoir est généreuse mais ne suffit pas elle seule », c'est tenir le discours de l'Etat et se laisser manipuler par les arguments de la guerre psychologique.

De même appeler les combattants « terroristes », ce terme étant employé par tous les oppresseurs pour désigner les résistants. Ce sont les oppresseurs qui sont les terroristes.

Jamais la RAF n'a entrepris une action désespérée. Toute action est soigneusement étudiée, et aucune d'entre elles ne peut se rapprocher d'une volonté kamikaze. D'ailleurs le nombre peu élevé de camarades tués au cours d'actions est là pour le prouver. Aussi dire lutte armée égale lutte du désespoir signifie approuver les mots d'ordre des services de sécurité de l'impérialisme et isoler les camarades combattant.

Au contraire, la guerilla est porteuse d'espoirs, elle est notre espoir d'en finir avec l'oppression de ne plus survivre mais de vivre.

Le désespoir est étranger à la guerilla d'un groupe révolutionnaire. Le désespéré est un vaincu, alors que les guerilleros possèdent les armes théoriques et pratiques qui leur permettront de vaincre. Ils savent que l'impérialisme est un tigre de papier, que la lutte est possible, ils savent qu'il faut « oser lutter, oser vaincre ».

La RAF n'a jamais prétendu à elle seule abattre l'impérialisme; dans un climat de résignation où l'intolérable était toléré, où rien ni personne n'osait s'opposer au nouveau fascisme elle a voulu démontrer:

1) le rôle de la RFA en tant que premier soutien de l'impérialisme US et sa complicité lors de l'agression contre

le peuple vietnamien.

2) que derrière le masque de la social-démocratie se cache le visage du nouveau fascisme, ce nouveau fascisme que la RFA veut exporter comme « modèle » dans toute l'Europe, afin de faire de celle-ci une base sûr où l'impérialisme reproduira ses forces économiques et militaires pour préparer d'autres guerres contre les peuples du tiers-monde.

3) que la lutte armée est possible dans les métropole capitalistes.

Après sept ans (celle ci se poursuit aujourd'hui) la RAF n'a pu être détruite par l'immense appareil de répression mis en place par l'impérialisme. Elle a démontré que la lutte armée est possible maintenant. D'autres groupes de lutte armée sont apparus en RFA comme le « mouvement du 2 juin ». Actuellement cette forme de lutte s'étend dans plusieurs pays d'Europe.

La RAF a pratiqué une politique réellement internationaliste par des actions exemplaires (destruction de l'ordinateur qui dirigeait les B52 sur le nord Vietnam etc... Affirmant ainsi que l'internationalisme révolutionnaire est la seule réponse efficace au capital multinational, à l'impérialisme US.

Quatre camarades sont morts assassinés par les porcs du BKA (office fédéral de la police criminelle), mais ce geste d'impuissance de l'Etat devant des combattants qu'il n'a pu briser, n'a pas empêché la facade de s'effondrer, et aujourd'hui qui garde encore des illusions sur la démocratie en RFA ?

On ne peut parler sans avoir enquêté disait Mao tsétoung, et l'enquête nous fait dire qu'on ne peut parler d'échec de la RAF c'est à dire de la lutte armée.

Ces camarades qui viennent tous du grand courant anti-autoritaire des années 67-68 nous ont transmis leur expérience, à nous d'en tirer le plus grand profit pour nos luttes.

Matin Noir

Petite réponse individuelle

Aujourd'hui qui garde encore des illusions sur la « démocratie en RFA » ? Pas grand monde en effet; que les militants de la RAF continuent à se faire tuer en prison (meurtre ou suicides il n'y a guère de différence) et il n'y aura plus d'illusion du tout parce qu'il n'y aura plus du tout de « démocratie ». Le texte des gens du « matin noir » rappelle les beaux jours du communisme allemand pur et dur de la fin des années vingt, du temps du « social-fascisme » et autres gentilles (théoriquement justes). J'imagine que ces mêmes communistes purs et durs ont du se féliciter dans les camps de concentration d'avoir contribué à établir une vérité hautement théorique: le caractère impitoyablement fasciste du capitalisme quand les circonstances l'exigent. L'établissement de la vérité théorique n'a pas de prix; des millions de morts ce n'est pas cher payer la certitude d'avoir eu raison.

Les gens de « Matin noir » n'ont pas tort de citer Mao, cet illustre dictateur qui n'a pas craint, avec cette bonne conscience charmante que donne le sentiment d'appliquer des vérités théoriques, de construire son « socialisme scientifique » sur les millions de cadavres des paysans chinois. Sauf que Mao a réussi lui, réussi à imposer une oppression dont on voit mal dont les ouvriers et les paysans chinois sortiront, réussite de bureaucrate, de flic, de militaire (rouge il est vrai mais noir ce

serait pareil), mais réussite quand même.

Par sympathie on en souhaiterait autant à « Matin noir » et autres matins boréals, sauf que n'est pas Mao qui veut et que tous les apprentis militaires de guerre secrète n'ont pas à leur disposition les vastes espaces et l'infini chair à canon des paysans de Chine. Que les mecs de Matin Noir aillent « enquêter » à MonteVideo, à Buenos Aires, et Rio de janiero, ils verront comment « la lutte armée est possible dans les métropoles capitalistes »; ils verront comment « le tigre de papier impérialiste » se terre sous les coups des fractions armées de la révolution comment il en est réduit à imposer partout la terreur, à baillonner toute liberté, à torture et à massacrer des milliers de gens, des libéraux et des mous pour la plupart il est vrai, ceux qui ne croyaient pas au « terrorisme capitaliste », à cette vérité théorique éminente selon laquelle Capitalisme égale fascisme, des syndicalistes, des militants de tout bord qui naïvement croyaient pouvoir mobiliser la masse des gens dans des actions immédiates et au grand jour contre le système capitaliste. Les autres, les guerilleros urbains, ils sont morts en héros ou ils se cachent dans les réseaux de l'organisation clandestine, attentifs à réveiller le monstre étatique chaque fois qu'il s'endort pour qu'enfin les gens découvrent dans le sang, la vérité de leur analyse politique.

La seule excuse des gens de la RAF c'est d'être désespérés, désespérés de la vie de cons que le système nous impose, mais qu'on ne viennent pas les draper dans le drap

EN REPONSE A L'ARTICLE SUR LA RAF
REVOLTE

Je suis pleinement solidaire des sentiments de violence qui animent les révoltés quelque soit la manière dont ils se révoltent face à l'oppression permanente qu'exerce cette société.

Pour construire une société libertaire et égalitaire, je pense qu'il est nécessaire dès le premier instant de la lutte, d'éliminer toute prise de pouvoir, toute délégation de responsabilités parce qu'elles ne peuvent aboutir qu'à une nouvelle forme d'oppression.

La violence de la révolte n'aura d'efficacité que lorsque l'association de toutes les forces de révoltes, sur des bases libertaires, égalitaires et fédéralistes, aura atteint une puissance comparable à la puissance de l'oppression étatique et capitaliste.

Je nie l'efficacité d'une violence immédiate et ponctuelle de la révolte contre l'oppression. Cette violence conduit à l'auto-destruction.

Je pense que la révolte doit être canalisée par l'individu lui-même vers l'organisation des forces révolutionnaires sur des bases égalitaires, jusqu'à ce que la puissance de cette coordination soit comparable à la puissance oppressive.

Le combat demeure, mais se développe sous l'apparence d'une résignation momentanée.

Ma condition d'anarchiste est cruelle parce que je ne peux pas vivre ma propre libération à partir de ma propre action de révolte.

Ma révolte sans la révolte des autres opprimés est auto-destructrice.

L'absence de combat des autres opprimés fait d'eux des instruments d'oppression contre moi.

Saint Sever le 5/1/1978

Gérard Coulon



mortuaire des « armes théoriques et pratiques », d'abord parce que ce sont des armes dérisoires, ensuite parce qu'elles sont de la même nature que les armes de toutes les polices du monde, de toutes les armées du monde, des armées étatiques, autoritaires, oppressives pour ceux qui les utilisent (mais ça encore je m'en fou!) et surtout pour ceux qui devraient les subir si les « Fraction de l'Armée Rouge » de tout poil venait un jour à

l'emporter.

Si la RAF n'est que ce qu'en disent les gars de « Matin Noir » elle n'a pas ma sympathie, les armées vaincues ne sont pas plus séduisantes que les armées vainqueures. Quand à « Matin Noir » si j'en crois leur texte ils ont choisi leur nom avec à-propos; ce sont des matins particulièrement sinistres qu'il nous préparent.

Un copain d'IRL

Les héros sont fatiguants

D'accord, Baader et ses copains ont été assassinés, et de la manière la plus odieuse qui soit, manipulés, on leur a même volé leur mort. D'accord, l'Etat c'est de la saloperie, mais est-ce qu'on ne le savait pas depuis longtemps ? Etait-il besoin de morts « politiques » pour qu'on en soit convaincus plus clairement ? Tous ceux qui crèvent quotidiennement de mort lente, leurs désirs et leurs espoirs asphyxiés à petites doses par le poids de l'argent et du pouvoir, du conformisme, de la respectabilité, ont ils vraiment besoin que d'autres, se sacrifiant, prétendent leur indiquer la voie à suivre pour lutter contre l'aliénation ?

La première violence, c'est celle mise en place par le pouvoir, qui nous atrophie et nous humilie quotidiennement, qui contraint beaucoup à la misère certains à la mort physique, et chacun à une survie sans espoir. Les premiers otages sont ceux qu'on parque dans des conditions d'existence intolérables, pour permettre à quelques uns de se disputer le pouvoir et d'en bénéficier. Ce sont par exemple, les travailleurs émigrés et tous ceux qui, contraints à la misère, n'ont d'existence pour les grands que pour autant qu'ils leur permettent de se livrer à des marchandages d'argent et de pouvoir. Monnaie d'échange, il suffit de N'importe quelle circonstance politique ou économique pour qu'ils soient déplacés..

Que placés dans cette violence, des gens trouvent comme seule issue la révolte brute et sa traduction par la violence, je ne vois pas ce qui me permettrait de les condamner. Cette révolte individuelle, c'est d'abord le refus de celui pour qui il n'y a pas d'autre expression possible et qui ne le supporte pas. C'est une tentative de reprise en mains de ses propres affaires. C'est un aspect de ce qu'on a continué d'appeler l'action directe et qui n'est rien d'autre que le refus d'être manipulé, programmé, surveillé. Ça peut se traduire par la fauche dans les grands magasins, mais aussi par des attentats contre Malville. Ça peut être une expression individuelle, mais aussi l'expression d'un groupe de copains qui se rencontrent dans une révolte commune. Mais, de toute manière, ce sont des gens qui agissent d'abord pour leur propre compte, sans prétendre donner à leurs actions une signification politique, ni entraîner derrière eux les grandes masses. Cette violence ci

je la comprend et je suis solidaire; même si je ne suis pas forcément d'accord avec les formes qu'elle prend. Et je pense que bien qu'elle ne prétende pas avoir une signification politique, elle ouvre un brèche dans le totalitarisme du système ambiant, au même titre que des actions non-violentes, que je pense personnellement être peut-être fondamentalement plus subversives.

La violence préconisée par ceux qui soutiennent la RAF est fondamentalement différente. Elle est organisée, planifiée. Elle a une visée politique et prétend exprimer non seulement la révolte de ceux qui l'utilisent, mais aussi celle des larges masses. Reprenant les armes de l'adversaire, elle prétend être un moyen de lutte efficace contre l'Etat. Elle prétend aussi révéler ses contradictions et l'obliger à réagir selon sa vraie nature, comme si le pouvoir pouvait éprouver quelques scrupules à utiliser la violence la plus froide et la plus déterminée, et comme si cela, pouvait susciter dans les « larges masses » autre chose que la terreur et le sentiment d'une impuissance radicale. Tout de même depuis le temps que le pouvoir utilise la violence, il en connaît toutes les possibilités et les subtilités, mieux qu'aucun d'entre nous, et à tout le loisir d'en étudier l'utilisation. Quand même, à celui qui essaie de conserver un peu d'objectivité, la « Fraction Armée Rouge » apparaît bien dérisoire, face au système militaro-policier auquel elle prétend s'opposer. L'argument de l'efficacité, ça commence à bien faire. J'aimerais bien qu'on me prouve que les actions de la RAF, et surtout celles qui ont suivi, ont ébranlé si peu que ce soit la puissance de l'Etat allemand. Je crois qu'au contraire, l'Etat allemand, il est bien content de profiter de l'occasion pour essayer de détruire le travail quotidien et en profondeur que d'autres essayèrent de faire. En Espagne, l'Etat aurait été bien content de pouvoir faire endosser à la CNT la responsabilité du récent attentat contre un théâtre. Ça l'aurait bien arrangé de pouvoir à cette occasion, démanteler et foutre en l'air, tout ce qui s'était fait dans les entreprises, tous les réseaux parallèles de relations qui s'étaient élaborés entre les gens et qui le mettent en péril bien plus sûrement que les coups de quelle armée dérisoire et puis, on faisait d'une pierre deux coups en prouvant aux gens que les anar-

chistes étaient des êtres totalement différents d'eux, des combattants d'un espèce à part, qui parlent un autre langage qu'eux. Une armée (bleue, rouge ou noir) ça défend forcément un pouvoir, en place ou qui vise à s'établir. Une armée contre une autre ? C'est la plus forte qui l'emportera et en ressortira encore renforcée. Depuis le temps qu'il pratique ce sport, le pouvoir ne craint nullement cet affrontement dont il sait qu'il sortira vainqueur. Ce qu'il craint c'est que se crée dans l'ensemble du système une multitude de ruptures violentes ou non, peu importe, dont chacune en soi est peut être insignifiante, mais dont l'ensemble finira par ébranler l'édifice. Sans doute, à ce moment le problème d'un affrontement violent se posera-t-il, mais du moins les conditions seront elles plus favorables pour quiconque n'a pas la vocation du martyr.

Le pouvoir est redoutable, non seulement à cause de ceux qui l'utilisent mais parce qu'il est le Pouvoir. La violence en est l'âme privilégiée, et celle que nous opposons à l'Etat risque fort, si nous en reproduisons les modalités, de n'en être que le reflet exact. Ce n'est pas du purisme, mais la constatation d'une réalité. Quand on s'appelle « armée » et qu'on reproduit les structures de l'Etat, c'est qu'on vise à le supplanter par un autre Etat. Les luttes entre Etats ne m'intéressent pas, je cherche seulement à éviter les balles perdues. Jusqu'à présent, je croyais que le terme d'armée utilisé par la RAF, n'était qu'une analogie discutable, mais si vraiment, comme l'affirme le texte de « Martin Noir », il s'agit d'une stratégie mûrement réfléchie, comme l'est celle de tous les pouvoirs du monde, si vraiment il s'agit de « combattants », qu'ils combattent. Leur combat n'est pas le mien et s'il y a des morts, c'est leur affaire c'est, comme on dit, la loi de la guerre. Je refuse le chantage à la solidarité avec des gens dont beaucoup de choses tendent à prouver que s'ils étaient arrivés à leur fin, le pouvoir qu'ils auraient établi aurait été tout autant meurtrier et oppresseur que celui que nous vivons. Les rues de nos villes ont souvent pour nom ceux des gens qui ont prétendu lutter pour la

libertés et l'émancipation des peuples et pleines de belles choses de ce genre. Ils servent ainsi de garants à l'ordre présent. Je ne tiens pas à ce que les futures allées du pouvoir portent le nom de Baader ni de tout autre.



National Limited Computer - Information system Co

Vu en toute impartialité par un provocateur.

Deux procès à Lyon à deux jours d'intervalle; c'était à la cinquième chambre du tribunal correctionnel. Celui du lundi trente janvier concernait l'inculpation de 25 personnes pour provocation à l'insoumission et provocation à la désertion. Les provocateurs avaient frappé le 28 mai 77 dans un tract distribué à Villeurbanne commune de Charles Hernu à l'occasion de l'arrestation d'un insoumis.

Le tract visait bien sûr l'armée qui pue à droite et que l'on commence à renifler à gauche. On a qu'un nez et la même nausée.

Le procureur devait demander une application modérée de la loi et nous ne connaissons pas encore le coût final du tract: papier plus encre plus amende. Et si on payait pas? Les insoumis sont des mauvais joueurs; toujours là où on ne les attend pas et jamais là quand il faudrait. C'est un groupe fluctuant d'une cinquantaine de personnes dans une mouvance floue branchée sur le quotidien. Le groupe est une somme de différence et comble de maladresse nous ne cherchons même pas à théoriser nos recherches, à étendre nos luttes,

à convaincre qui que ce soit que c'est bien vrai que nous avons trouvé la ligne juste; n'ont pas de programme, pas d'ambition! en contre-partie nous ne sommes pas en butte aux déchirements intenses en tendances, en sectes, en nouveaux groupuscules. Le groupe Insoumission ne provoque pas à la dissidence. Un groupe où, réglés les diffusions de tracts, les communiqués de presse et les soutiens divers, il existerait comme de la tendresse. Mais camarades la tendresse n'est pas politique, c'est élémentaire et tout militant vous le dira.

Premier février. Procès d'un objecteur de conscience insoumis au service cynique; du monde pour ce procès; pas de coups échangés mais des coups reçus; des interpellations, une réelle détermination dans l'attitude des objecteurs insoumis et le début de la découverte que nos combats sont bien semblables et qu'objecteurs ou insoumis ce n'est pas l'étiquette qui fait la différence. Les insoumis ne sont pas toujours du côté qu'on croit.

Requisitoire: quatre mois avec bard et Jean Luc Hennig: Les juges kakis, aux éditions Moreau. Insoumission - les lundi soir, 13 rue Pierre Blanc 69001

Et puis le mardi 31 janvier, entre les deux procès, trois insoumis pénètrent dans le centre de sélection, y distribuent un tract et se font interpellé par la gendarmerie. L'un sera relâché par erreur semble-t-il, les deux autres poursuivent à l'heure qu'il est dans les mains sâles des médecins kaki une grève de la faim. Paranoïaques disent les psychologues kakis officiant complaisamment dans des services à porte verrouillée; tous, ce soi-disants travailleurs de la santé attendent les ordres de la hiérarchie pour remplir leur ordonnance en traitant les dissidents de fous pour se rassurer sur leur cas.

La folie est du côté du tank et du galon, les juges kakis le confirment.

Jacques Rousset est Gilbert Foscoudis ont le ventre un peu serré, leurs compagnes et nous c'est la gorge.

Une page de textes.
- existe-t-il des tribunaux de plombiers-zingueurs en chef pour juger des simples plombiers-zingueurs
OUI NON
REPONSE NON.

- existe-t-il des tribunaux de militaire-en-chef pour juger des simples soldats?

Réponse: OUI, et ça s'appelle des tribunaux militaires.

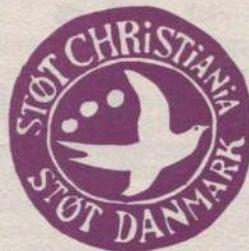
Vous saurez tout ce qu'il faut savoir sur les tribunaux militaires en lisant le livre de Mireille Debard et Jean Luc Hennig: Les juges kakis, aux éditions Moreau.

CristiAnA

INTERNATIONAL

«normalisEE»

heat resistant
throughout the world



ou
comment la sociale-démocratie danoise
se met au goût du jour
et entre dans le grand concert - répressif -
des nations

Jeudi 2 février

La Cour Suprême du Danemark a pris la décision que tous le monde attendait sans trop y croire: l'expulsion sans recours possible des mille squatters qui, depuis septembre 71, occupent les anciens bâtiments militaires désaffectés de Christianhavn, quartier quasi central de Copenhague.

Genèse de Christiania

L'occupation avait commencé par une prise de possession des terrains inoccupés après le départ des militaires par les habitants du quartiers pour en faire des terrains de jeu pour les enfants. Puis, devant l'état des bâtiments encore habitables beaucoup de jeunes sans logements, marginaux, chômeurs, déclassés de toute sorte en rupture de ban avec la « Way of live » aseptisée des sociétés scandinaves, communautaires, trouvant là l'occasion inespérée de réaliser leurs rêves, vinrent occuper les lieux. Au printemps 1972 tous les bâtiments habitables étaient occupés et depuis l'habitat s'est étendu, faisant place à l'imagination: roulottes, cabanes, dômes etc. Aujourd'hui le squatt est gigantesque: mille personnes depuis six ans sur vingt deux hectares verdoyant, traversés par un canal inutilisé... très enviés par les promoteurs ! Les « christianites » ont su créer un style de vie original qui tourne autour de quatre concepts.

Quatre concepts

A Christiania, nous n'avons pas de « normes ».
Les normes sont le produit de l'uniforme macro-société industrielle; les normes créées, des déviants. A Christiania tous sont des déviants donc tous refusent les normes (vestimentaires aussi bien que morales ou familiales).

Faites votre propre vie !

sans autorisation ni sanctions, Christiania offre à chacun la possibilité de se réaliser soi-même en étant sous sa propre et individuelle responsabilité devant la communauté.

Vivre en relation avec l'autre

c'est peut être ce qui frappe quand on y vient de l'extérieur: la vie ne se passe pas dans les appartements mais dans la rue, sur les bancs, sur l'herbe où des groupes se forment spontanément et discutent des heures entières autour de quelques joints, canettes de bière ou instruments de musique. Et le soir les pubs, le resto et l'« opéra » ne désemplissent pas.

Paranoïa !

C'est la clef qui sert au christianites pour définir la société, l'établissement au milieu duquel ils essaient de survivre et dont ils sont tous issus.

Ceci a amené les christianites à vivre différemment, on pourrait citer rapidement: gestion collective et directe de la commune, auto organisation du travail et regroupement affinitaire mais aussi : recyclage de vieux matériaux - rénovation des bâtiments - recherches architecturales alternatives - technologie douce - culture biologique - artisanat valorisé. Parmi les problèmes aux quels ils ont du faire face il y a eu notamment celui des drogues dures des fugueurs, etc...

L'exemple d'une micro-société - libertaire - qui pouvait faire tache d'huile dans une Europe où le fossé séparant les « déviants » de plus en plus nombreux (25 000 au rassemblement de Berlin !), des institutions de plus en plus répressives (2 500 CRS à Strasbourg !) ne pouvait plus être toléré par la social-démocratie danoise, économiquement tributaire de la grande soeur germanique, et qui se débat dans une très grave crise économique. Aussi comme l'heure est à la répression - à la normalisation disent certains - le gouvernement danois a aussi franchi le pas. Ce qui ne va pas passer sans risques, les christianistes étant, en effet, décidés à rester ! Un plan de défense de la ville libre a été mis en place, qui n'a rien de secret mais qui pourra se révéler redoutablement efficace.

Stratégie de défense

- sirènes d'alarmes sur les toits, de quoi assourdir tout Copenhague !
- envol de pigeons-voyageurs vers des endroits relais
- détournement des radios-taxis, appels par radio pirates.
- déclenchement de l'alerte téléphonique (même si les lignes de départ de Christiania sont coupées): 4 000 postes à l'extérieur peuvent être joints en quelques minutes, conférences de presse, plus un réseau tél international.
- Puis : signaux lumineux, tracts, affiches, bombages, sonneries de tocsin etc...

- tout un réseau d'action sur la ville de Copenhague est prévu: « sit down », embouteillage, blocage des ponts, du chemin de fer et même de l'aéroport ! Mise hors d'état des bull-dozers des entreprises de démolition etc...

Dans l'immédiat la stratégie est basée sur la dissuasion aussi ce que nous pouvons faire consiste, SUR LA DEMANDE DES CHRISTIANITES, à noyer les ministères danois concernés sous un déluge de lettres et pétitions « laissez Christiania tranquille... »

- Anker Jorgensen, Prime Minister
Borgbjergvej 1,

DK 2450 Copenhagen SV

- Erling Jensen, Minister of Justice

Norrevej

DK 3070 Snekkersten

Ensuite tous ceux qui veulent monter à Christiania seront les bien-venus (hébergement possible).

CHRISTIANIA

Dronningensgade 14

DK 1420 Kobenhavn. K.

Le Chauvinisme de l'Argousin Grand Russe.

Pendant presque trente ans de dictature stalinienne les autorités soviétiques adoptent à l'égard des minorités nationales trois attitudes:

- un expansionnisme renouant avec l'impérialisme des tsars.
- une repression à l'égard des communistes des divers partis locaux
- des déportations collectives de peuples visant leur disparition.

1 - le nouvel impérialisme russe

Ce titre d'une brochure de Victore Serge écrite en 1947 caractérise clairement l'attitude du pouvoir soviétique, celle d'un pays visant à accroître sa domination sur des territoires de plus en plus vastes. Le parti bolchevique, dont un mot d'ordre de juin 1917 était « paix immédiate sans annexion » et qui s'affirmait en rupture avec la politique tsariste d'annexion, a, dès sa consolidation au pouvoir, poursuivi une politique rappelant celle des tsars.

Dans un premier temps il semble que le nouveau pouvoir qui s'est installé a effectivement mis en pratique cette politique de non-annexion. Il a même laissé éclater l'empire des tsars. Un certain nombre de pays ont effectivement pris leur indépendance (pays baltes, Georgie, Ukraine), d'autres se sont créés (Arménie). Reconnus indépendants, certains sont subis la bolchévisation. Mais l'impérialisme s'est nettement développé pendant la période stalinienne.

En dehors des pays dits de l'est l'expansionnisme russe se manifeste principalement dans les pays baltes et en Ukraine.

A - Pays baltes

L'histoire des trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) est étrangement similaire, un processus identique s'y est déroulé entre les années 1920 et 1944.

Leur indépendance est reconnue en 1920 par l'URSS (traité de Jartu en février avec l'Estonie, traité de Moscou en juillet avec la Lituanie et traité de Riga en août avec la Lettonie). Ces trois petits pays sont coincés entre une puissance, l'Allemagne, et un géant, l'URSS. Durant toute la période qui va de 1920 à leur « intégration » dans l'union soviétique, l'URSS fera tout pour éviter que ces trois pays s'entendent entre eux et forment un front commun. Au contraire, elle traitera avec chaque pays séparément, elle ira même jusqu'à les opposer. L'URSS signera un pacte de non-agression avec chacun d'eux (en 1926 avec la Lituanie, 1927 avec la Lettonie et 1932 avec l'Estonie). Puis devant la montée expansionniste nazie, chacun signe, en juin 1939, un pacte de non-agression avec l'Allemagne.

Le sort des pays baltes semblait assuré puisque garanti pour chacun par des pactes de non-agression signés avec leurs deux voisins importants. Ce serait oublier que dans le cadre de la politique impérialiste et bourgeoise, le sort des petits pays dépend de la volonté des grands qui se distribuent les marchés et les zones d'influence. Ainsi en 1939 les ministres des affaires étrangères de l'URSS et de l'Allemagne mènent des négociations qui aboutiront à la signature, le 23 août, du fameux pacte germano-soviétique dans lequel l'Allemagne reconnaît que ces trois pays appartiennent à la zone d'influence soviétique (la Lituanie sera concédée à l'URSS par l'accord de septem-

bre). Ceci signifie que l'URSS peut agir d'une manière relativement libre à l'égard de ces trois pays, l'Allemagne n'interviendra pas.

Le pouvoir soviétique signe en septembre/octobre 39

avec chacun des pays un traité par lequel des bases navales, des terrains d'aviation, des bases militaires terrestres sont concédés à l'URSS sur le territoire balte. Cela signifie, d'une manière déguisée, le début de la perte d'autonomie et préfigure l'occupation de ces pays. Des conflits inévitables ont lieu entre les soldats, marins ou aviateurs de l'armée rouge, considérés comme forces occupantes, et les habitants de ces pays. La situation s'envenime tant et si bien que lorsque l'Allemagne envahit l'URSS en juin 1940, cette dernière envoie l'armée rouge occuper les trois pays baltes les 14, 15 et 16 juin. Un commissaire russe est délégué dans chacun des ces trois pays pour y organiser des élections et y installer le nouveau pouvoir soviétique. Jdanov arrive à Tallin (Estonie), aux élections qui suivent le parti communiste recueille plus de 90% des voix; Dekanosov arrive en Lettonie, même résultat; idem en Lituanie avec Vychinsky. Devant une telle « volonté unanime » les trois pays baltes sont le 6 août 1940 intégrés à l'URSS.

De juin 1940, date d'occupation par l'armée rouge, à juin 1941, date d'occupation par l'armée nazie, près de cent cinquante mille baltes sont déportés, sur 5 millions d'habitants, vers des camps de concentration. Sous l'occupation nazie, la résistance s'organise dans ces trois pays mais seule l'Estonie - comme la Yougoslavie - reconquiert son indépendance par les armes en septembre 1944. Fin septembre l'armée rouge réoccupe pour la seconde fois les pays baltes qu'elle considère comme partie intégrante de son territoire et depuis elle ne s'en est jamais retirée. Serov le « bourreau des pays baltes » dirige la russification (lutte contre la culture, la langue, les coutumes) mais la résistance à ce qu'il faut bien appeler l'occupation soviétique se poursuit, en particulier dans les forêts de Lituanie et ce jusque dans les années 50. Mais le sort des trois pays baltes était fixé depuis bien longtemps et Molotov, alors ministre soviétique des affaires étrangères, affirmait cyniquement en juin 1940 que « l'existence des petits Etats étant devenue inacceptable, il convient que les pays baltes rejoignent les républiques soviétiques. » On a vu comment ils les ont rejoint.

B - Ukraine.

En ce qui concerne l'Ukraine, la russification fut intensément poursuivie, surtout par l'élimination définitive des insurgés maknovistes. De mai 1921 jusqu'à la guerre tout fut fait pour détruire toute trace du travail des insurgés libertaires dans les campagnes ukrainiennes. Tout opposant non-communiste était considéré comme une survivance de l'armée insurgée et traité comme tel. Les communes agricoles qui avaient été créées furent détruites.

Mais l'Ukraine était coupée en deux, une partie étant rattachée à la Pologne. Durant la seconde guerre mondiale, l'URSS annexe cette partie occidentale de l'Ukraine. Mais elle aura à lutter contre des groupes nationalistes luttant pour l'indépendance de l'Ukraine et cette lutte sera d'autant plus dure que les nationalistes seront appuyés par les paysans ukrainiens opposés à la collectivisa-

tion forcée des terres. Par la suite toute manifestation d'opposition sera réprimée comme étant une résurgence du nationalisme à la Bandera (du nom du dirigeant de l'organisation nationaliste ukrainienne déporté en 1941 à Schenhausen et assassiné à Munich en 1959 par l'agent soviétique Stachinsky). Ainsi après 1945 l'Ukraine est réunifiée mais sous la coupe de la Russie bien qu'elle ait rang de république fédérale et soit reconnue comme un état indépendant par l'ONU, elle n'a aucune réelle autonomie.

2 - Repression a l'égard des communistes non russes.

Le marxisme n'est de plus en plus qu'un oripeau dont se couvre Staline et le parti qu'il a asservi par diverses épurations pour justifier la répression de toute opposition réelle ou imaginaire. Il n'était pas difficile de faire avouer grâce à de multiples moyens de pression et de torture, un dirigeant communiste et de lui faire dénoncer ses « complices » faisant partie d'une organisation terroriste. Ainsi toute manifestation ou opinion divergente, toute réticence à l'encontre de l'épuration des partis est assimilée à de l'opposition à la discipline du parti, voire à un retour au nationalisme, bien sûr qualifié de séquelle de la période antérieure, et bientôt assimilé au fascisme. En tant que tel le sentiment nationale est ressenti comme un danger par le pouvoir et il est nécessaire d'en extirper toutes les racines pour forger l'homme nouveau. Ainsi la repression et l'épuration atteindront les partis communistes des différentes républiques.

En Biélorussie, la moitié des membres du parti furent évincés entre 1935 et 1936. Puis un nouveau parti communiste fut édifié, mais devant la résistance des cadres dirigeants, Malenkov est envoyé pour les liquider. Certains se suicident, d'autres sont exécutés comme « nationalistes bourgeois ». Par la suite les nouveaux dirigeants du parti, des carriéristes staliniens, sont eux aussi éliminés. L'épuration atteint aussi l'intelligentsia dont certains membres avaient adopté le principe de la nationalité biélorusse séparée. La plupart du temps, les biélorusses, de par la position géographique de leur république, sont invariablement qualifiés d'espions polonais.

La Georgie est une des cibles préférée de Staline. A l'égard des communistes géorgiens, il se comporte d'une manière si brutale que déjà du vivant de Lénine il se signalait par une attitude plus grand-russe que celle d'un grand russe. Or Staline était lui-même géorgien. Pour ne point paraître suspect de nationalisme il adoptait à l'égard de cette minorité la position la plus dure. Par ailleurs, la Georgie, en 1919 lors des élections à l'assemblée nationale, avait donné une majorité écrasante aux menchéviks. Dès 1931 Béria est chargé d'épurer le parti. De nombreux procès éliminent les vieux bolcheviks géorgiens accusés d'être des « terroristes trotskystes ». En 1937 c'est le tour des leaders de second plan. Plus tard en 1951, à partir de documents falsifiés, Staline éliminera tous les responsables du parti géorgiens en les accusant d'avoir créé une organisation nationaliste.

Tous les partis communistes des différentes républiques connurent dans les années 37-38 des répressions et épurations semblables. Dans tous les cas le processus est le même: arrestations de cadres, aveux obtenus par des interrogatoires mettant en lumière l'existence d'organisations terroristes visant à perturber l'économie, procès et exécutions des dirigeants communistes devenus des « ennemis du peuple ». C'est en Ukraine que fut amorcée la dernière tentative de résistance à l'épuration mais c'est aussi dans cette république qu'elle fut la plus profonde. Le parti communiste ukrainien avait son histoire et déjà Lénine avait soustestimé le sentiment national ukrainien.

Contrairement à ce qui c'était passé en Russie, une fraction importante du parti communiste ukrainien était constituée de socialistes révolutionnaires de gauche. Ils avaient tout d'abord formé un parti nationaliste « borotbist » dissout en 1920. Ses membres avaient alors rejoint le parti communiste mais ils se prononçaient pour un communisme tenant compte de la réalité ukrainienne. Ainsi les leaders bolchevicks envoyés en Ukraine avec des plans de centralisation se heurtaient à l'opposition ou tout au moins à la résistance du parti local.

Une première épuration eut lieu au début des années 30 au sein des organes du parti accusés de ne pas accomplir certaines tâches dans le domaine agricole. Certains dirigeants étaient accusés de s'être laissés séduire par les erreurs des nationalistes bourgeois ». Les partisans de Skrypnik, vieux bolchevik hostile à la politique de Moscou furent éliminés à la suite de la découverte d'une soi-disant organisation militaire ukrainienne.

Une seconde épuration se déroula en 1937 et atteignit cette fois non les échelons moyens du parti mais les organes supérieurs. Tout le bureau politique fut convoqué à Moscou pour une explication avec le politbureau. Certains furent arrêtés, d'autres disparurent plus tard à leur retour. Sur les 102 membres du comité central du parti communiste ukrainien, trois survécurent. Aucune institution ne fut épargnée lors de l'épuration, l'union des écrivains fut anéantie. Les victimes ukrainiennes de Staline n'étaient pas accusées comme dans les autres procès, d'appartenir à une « bloc de droitiers et de trotskystes » mais à « une organisation nationaliste fasciste ». L'épuration fut si complète que l'autorité légale se trouva désintégrée. Il n'existait plus en Ukraine d'organisation capable de désigner un gouvernement légal. L'élimination sans précédent des cadres politiques marque la destruction effective du parti communiste ukrainien. Un nouveau parti fut reconstruit et la nouvelle équipe dirigeante, dont Kroutchev, ne se distingua que par sa soumission aux directives de Moscou et de Staline.

Partis communistes comme républiques la même politique de russification leur était appliquée. Malgré les épurations successives, Staline n'était jamais suffisamment sûr de leur docilité. Aussi pour empêcher toute résurgence possible d'un sentiment national, une importante fraction de russes importés fut mêlée aux communistes locaux particulièrement parmi les cadres moyens et supérieurs des partis. Il arriva même, comme en Lettonie, que moins de la moitié des membres du parti soit des nationaux. Fréquemment, dans les pays baltes entre autres, le secrétaire du parti ne parlait pas la langue nationale. L'appareil du parti était ainsi doublé par des dirigeants russes, le secrétaire en second étant un russe. Dans certains cas, notamment en Arménie et aux pays baltes, les partis communistes avaient été créés à Moscou par des communistes exilés qui venaient ensuite s'imposer dans leur pays en ignorant les communistes restés sur place toujours suspectés d'avoir pactisé avec l'ennemi ou d'être des nationalistes déguisés.

3 - deportations collectives

La mégalomanie du « petit père des peuples » se révèle pleinement quand la politique soviétique tend à éliminer sous divers prétextes des minorités entières ou des fractions importantes de peuples. La négation du droit des peuples à l'existence, quand cette existence est jugée contraire à la doctrine du socialisme telle qu'elle est appliquée en URSS, ne fut jamais aussi nettement exposée et avec autant de cynisme qu'en janvier 1921 lors des entrevues entre les bolcheviks et les révolutionnaires arméniens. Les représentants bolcheviks en Arménie déclarèrent: « Pour nous le peuple n'existe pas; nous ne con-

naissons que les classes sociales. Nous aspirons à la victoire du prolétariat et à la révolution universelle. Si le peuple arménien doit périr au cours de ce gigantesque bouleversement social, qu'il périsse ! Au besoin nous anéantirons 15 millions de personnes, pourvu que triomphe la révolution universelle. »

Ainsi peu importe les moyens pour réaliser la révolution universelle, mais n'était ce pas déjà une chimère en 1921 après l'écrasement des révolutions allemandes et hongroises. C'est sur des millions de cadavres, voire des peuples entiers que le « prolétariat » assurera sa victoire. Mais l'analyse de l'affirmation des représentants bolchéviques met en lumière l'impasse dans laquelle s'est enfermée la révolution: le substitutionnisme. Le « nous », ce n'est pas le prolétariat mais le parti bolchevik, unique porte parole en 1921 du prolétariat, et c'est lui qui décide en son nom. Bientôt ce sera Staline qui décidera seul ou presque la voie à suivre pour la victoire de ce même prolétariat et cette voie sera particulièrement jonchée de millions de cadavres.

Ainsi en Ukraine la collectivisation agricole lancée en 1932 entraîne une véritable guerre civile. Les Ukrainiens considéraient cette collectivisation comme la renaissance d'un capitalisme, d'Etat celui-là, mais qui ne changeait

rien à la condition paysanne. De nombreuses mesures disciplinaires et des déportations massives frappèrent alors la population ukrainienne. De 1930 à 1933 entre la famine et la déportation on évalue à 10 millions de personnes les pertes de population de cette république, soit le quart de la population totale. La résistance des gens fut considérée par le pouvoir comme du nationalisme anti-soviétique. Parallèlement à cette répression toute vie intellectuelle fut étouffée. Ainsi quarante cinq personnes dominantes de l'intelligentsia sont jugées pour appartenir à « l'Union pour la libération de l'Ukraine » d'autres procès suivent, tous dirigés contre un authentique mouvement de résistance à la russification et visant à annihiler tout sentiment national. Déportation massive et intelligentsia décimée sont les deux moyens utilisés par le pouvoir pour mater les minorités. En juillet 1934 le journal « Komsomoskaia Pravda » se félicite de voir réprimées : « de criminelles tentatives destinées à empêcher une fusion complète des écrivains ukrainiens et des écrivains russes ».

Au IV^{ème} congrès du parti communiste ukrainien, Kroutchev dénonce les saboteurs du socialisme à la campagne et à l'usine les accusant de séparatisme, ce qui est encore une preuve de la résistance de la population u-



« POUR NOUS LE PEUPLE N'EXISTE PAS, NOUS NE CONNAISSON QUE LES CLASSES SOCIALES. NOUS ASPIRONS A LA VICTOIRE DU PROLETARIAT ET A LA REVOLUTION UNIVERSELLE. SI LE PEUPLE ARMENIEN DOIT PERIR AU COURS DE CE GIGANTESQUE BOULEVERSEMENT SOCIAL, QU'IL PERISSE ! AU BESOIN NOUS ANEANTIRONS 15 MILLIONS DE PERSONNES, POURVU QUE TRIOMPHE LA REVOLUTION UNIVERSELLE » - STOP -

rainienne à la centralisation et la collectivisation. Comme il suffisait de vouloir parler ukrainien pour être qualifié de nationaliste nous mesurons sans peine l'envergure de la russification de cette minorité de près de 35 millions de personnes.

Après la guerre de nouvelles fournées d'ukrainiens seront déportées vers des régions de Sibérie et d'Asie centrale. Des émeutes de la faim seront réprimées à la mitrailleuse et de nombreux procès prononceront de lourdes condamnations contre des nationalistes ukrainiens cherchant à obtenir l'indépendance par des moyens pacifiques en s'appuyant sur les textes officiels régissant l'URSS.

D'autres peuples eurent à subir des déportations collectives durant la période stalinienne, mais les ukrainiens forment la première minorités de l'URSS et en tant que tel ils subirent en nombre la perte la plus importante. Kroutchev dans son rapport signale que Staline aurait bien aimé supprimer en totalité cette minorité mais les ukrainiens étaient trop nombreux.

Les arméniens et les géorgiens connurent deux déporta-

tions en 1937 et 1948-49; près d'un demi-millions de géorgiens furent déportées en Asie centrale. La minorité grecque habitant essentiellement les grandes villes, la Crimée et la Georgie fut dans les années 30 et 40 l'objet de déportations massives. Ainsi de 5 à 700 000 qu'ils étaient en 1917, les grecs n'étaient plus officiellement qu'environ 200 000 en 1960. En 1969, l'historien Yakir dans sa demande d'ouverture d'enquête pénale contre Staline ajoute à la liste des peuples déportés, la déportation des minorités coréenne, turque. Il rappelle aussi celle des 600 000 allemands de la Volga en avril 1941 suite à un décret les accusant de collaboration avec les nazis. Bien que cette accusation de collaboration fut reconnue sans fondement en aout de la même année le retour de cette population dans le bassin de la Volga est toujours interdit. Autre peuple déporté, les tatars de Crimée. La

république Tatar fut créée en 1921 et sa population était de plus de 300 000 en 1940. En mai 1944 un décret du soviét suprême décide la déportation de 200 000 d'entre en Asie centrale; la république fut supprimée en juin. Selon le général Grigorenko qui se bat pour les droits des minorités, le peuple tatar perdit presque la moitié de ses membres.

Victor Serge dans sa brochure « le nouvel Impérialisme russe » notait ceci en 1947 : « en ce qui concerne les russes, quels faits dominent le débat ? Les transferts de population à l'intérieur par mesure de répression collective ont atteint des proportions qui dépassent l'imagination. Plusieurs républiques autonomes ont ainsi disparu ».

Ainsi fin 1943 et début 1944 furent supprimées la république des Kalykhs (200 000 habitants), celle des Tchétchènes-Ingouchs (600 000 h), celle des Karatchaev (100 000 h), celle des Balkars (300 000 h). Le même motif que celui dont furent accusés les allemands de la Volga était chaque fois avancé pour supprimer la république et déporter sa population: la collaboration avec l'envahisseur nazi. Or à cette époque la percée était établie sur tous les fronts en faveur des forces soviétiques et ces petits peuples, malgré les soupçons maniaques de Staline, n'étaient pas un réel danger pour le pouvoir. Il faut chercher d'autres motifs que celui avancée à la volonté d'éliminer ces minorités.

Victor Serge présentait la véritable raison d'une telle tentative d'élimination, elle réside dans la lutte que ces peuples menaient et mènent toujours pour une autonomie véritable et non plus purement linguistique et formelle sous l'égide du parti unique. Une telle lutte remet en cause non seulement les partis communistes locaux mais la volonté d'uniformisation du pouvoir. A l'heure actuelle il s'agit de retrouver son identité, à terme c'est l'éclatement de l'URSS dans sa conception actuelle d'un fédéralisme à hégémonie grand-russe.

(la suite viendra peut être un jour. Je souhaite que sa parution soit l'occasion d'un débat sur le problème des minorités et de leur part dans une société socialiste. janvier 78)

LECTEUR, MON SEMBLABLE, MON FRÈRE

A BONNE-TOI, RÉABONNE-TOI !

IRL T'intéresse-t-il ? Si oui, abonne-toi (l'abonnement est une forme de soutien efficace au journal, car il élimine l'incertitude des invendus. C'est grâce à l'augmentation du nombre de nos abonnés que l'on pourra augmenter le tirage et la qualité du canard).

FORMULAIRE D'ABONNEMENT n° 1893.A.36 (mod.78)

NOM: _____ PRÉNOM: _____

ADRESSE, N° RUE: _____ RUE: _____

CODE POSTAL: _____ VILLE: _____

ABONNEMENT: 1 AN : 20 Francs (et plus!!!) _____ Frcs

IMPORTANT: les chèques sont à libeller à **George LAURENT**
CCP 2860 02 LYON

À RENOYER à: IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON
(permanence le samedi de 15h à 18h)

Mettez un peu d'action dans notre lecture: envoyez-nous des articles sur les luttes sociales ou autres problèmes qui vous touchent de près: ils seront les bienvenus, ainsi que tout votre courrier.

(6) POUR LES ABONNÉS: TON ABONNEMENT EST DÉJÀ FINI oui

SOMMAIRE

MOUVEMENT ANTI-NUCLEAIRE ET AUTONOMIE.

Ecologie et Révolution.

HISTOIRE DE LIBRAIRIE

Christiania Normalisée

ANTI-MILITARISME EN VRAC

Petite chronique des « chroniques »

L'ARGOUSIN ET LE GRAND RUSSE,

Quel **SYNDICALISME?**

DU COTE DES HOMOSEXUELS

Camarades !

OU EN EST LA CNT (Française) ?

Les Heros sont fatiguant

CRISE A LA CFDT

IMPRIMÉ À AIPN-LYON

DIRECTEUR de Publication: J.J. GAY
COMMISSION PARITAIRE 55270

